

LE DEVOIR

Vol. XCVI N° 6

LES SAMEDI 15 ET DIMANCHE 16 JANVIER 2005

2,18\$ + TAXES = 2,50\$

Les marchands d'influences



Qui tire les ficelles du pouvoir à Ottawa?

JACQUES NADEAU, LE DEVOIR

Les lobbyistes n'ont jamais été aussi nombreux ni aussi puissants à Ottawa, tirant les ficelles du pouvoir pour des compagnies milliardaires. Dans les coulisses, on affirme que c'est la tempête parfaite. À aucun autre moment dans l'histoire canadienne les conditions n'ont été aussi favorables à ces marchands d'influences. IncurSION dans cet univers fermé.

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Dans les coulisses du parlement et des ministères fédéraux, une guerre d'une rare ampleur fait rage. D'un côté, les grandes industries que sont l'automobile et le pétrole, ainsi que les compagnies manufacturières. De l'autre, le milieu environnemental et ses alliés dans le monde des affaires. Le temps presse pour les lobbyistes concernés. Le 16 février prochain, le gouvernement rendra public un important plan d'action pour atteindre les objectifs du protocole de Kyoto. Et personne ne veut payer la facture.

«C'est exactement ça qui se produit: une guerre entre des lobbys très importants», concède Carol Montreuil, vice-président pour l'est du Canada de l'Institut canadien des produits pétroliers (ICPP). Son organisme, qui représente tous les géants du pétrole (Shell, Imperial Oil, Pétro-Canada, etc.) sauf Irving, consacre la majeure partie de ses activités à faire du lobbying d'un bout à l'autre du pays. «Tout le monde tire la couverture de son bord et veut gagner. Je pense que c'est sain pour la démocratie, puisque le gouvernement a en main toutes les informations pour trancher.»

Seulement pour l'ICPP, plus de 15 lobbyistes s'activent à temps plein dans ce dossier. Et ce nombre pour-

rait augmenter dans les prochains jours. «On fonctionne avec des équipes de choc (task force), c'est-à-dire qu'on a une petite permanence, mais les compagnies pétrolières nous envoient des renforts pour les gros dossiers. On peut monter jusqu'à 75 personnes sur un enjeu important comme Kyoto. Ensuite, tous ces gens retournent dans leurs compagnies jusqu'au prochain dossier.»

En tout, de part et d'autre, plus de 200 lobbyistes sont à pied d'œuvre pour s'assurer que leur entreprise ou leur secteur ne sera pas perdant dans les choix à venir du gouvernement en matière d'environnement. Ce type de bataille rangée se répète en alimentation pour les gras trans, que le gouvernement veut éliminer; avec l'industrie pharmaceutique, qui veut réduire les longs délais d'approbation des médicaments; avec les banques, qui veulent pouvoir fusionner; avec le textile et le vêtement, qui se battent contre la Chine

VOIR PAGE A 6: INFLUENCES

■ Les amis lobbyistes de Paul Martin, à lire en page A 6

La SAQ carbure à 92 % de ses objectifs

FRANÇOIS DESJARDINS

La Société des alcools du Québec (SAQ) a carburé en décembre dernier à 71 % de ses objectifs de ventes mais la performance du réseau, y compris les succursales, les marchés d'alimentation, les dépanneurs et les agences en région éloignée, s'est considérablement dégradée au cours des trois premières semaines de ce mois, selon des données internes obtenues par *Le Devoir*. Une remontée se serait toutefois produite par la suite.

Les tableaux indiquent que le cumulatif des ventes brutes pour l'année financière en cours, soit 1,9 milliard de dollars, représente 92 % de ce que la SAQ espérait obtenir s'il n'y avait pas eu de grève. Par ailleurs, on y apprend que les succursales ont fonctionné en décembre à 42 % des objectifs même si la grande majorité d'entre elles étaient fermées, la population n'ayant que partiellement entendu l'appel à la solidarité lancé par le Syndicat des employés de magasins et de bureaux (SEMB).

Après deux mois d'arrêt de travail et des rumeurs d'affiliation à une grande centrale pour accroître le rapport de force et consolider le fonds de grève, le SEMB, un syndicat indépendant, entend d'ailleurs réunir ses 3800 membres demain pour se «prononcer sur une recommandation de leur conseil général».

Bond spectaculaire hors succursales

Hors succursales, c'est le réseau «SAQ Agence», ces commerces souvent situés dans les régions faiblement peuplées et qui peuvent vendre les mêmes produits qu'en succursale (voir autre texte

VOIR PAGE A 10: SAQ

■ La SAQ est-elle privatisable?, à lire en page B 1

Jacques de Tonnancour, 1917-2005

Décès de l'artiste entomologiste

STÉPHANE BAILLARGEON

En passant un filet à papillons dans l'existence de Jacques de Tonnancour, artiste et entomologiste, on pourrait attraper: le manifeste artistique concurrent Refus global; une passion dévorante pour l'art en général et Picasso en particulier; une haine non moins féroce des dogmatismes, esthétiques ou autres; deux ou trois toiles importantes de l'art contemporain québécois; une sculpture de la station de métro Saint-Henri; des pinceaux, une palette et des spatules usés par un maître puis abandonnés; un florilège de spécimens de la forêt amazonienne, des coléoptères longicornes, des araignées mygales, les papillons morphos; un beau livre sur la monstrueuse beauté de ce peuple des herbes; le certificat des justes nocces auxquelles l'octogénaire



Jacques de Tonnancour

VOIR PAGE A 10: TONNANCOUR

INDEX

Actualités.....	A 2	Idées.....	B 5
Annonces.....	C 8	Monde.....	A 7
Avis publics.....	C 6	Mots croisés.....	C 10
Bourse.....	C 2	Météo.....	C 10
Carrières.....	C 5	Perspectives.....	B 1
Décès.....	C 9	Rencontres.....	D 2
Économie.....	C 1	Science.....	B 6
Éditorial.....	B 4	Sports.....	C 10

Raccourci pour la 25

Le premier PPP majeur est déjà ficelé

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
ANTOINE ROBITAILLE

Le prolongement de l'autoroute 25, qui relie le pont Louis-H.-La Fontaine au boulevard Métropolitain, et la construction d'un pont suspendu reliant Laval à l'est de la métropole constituent un projet arrêté, ficelé au sein du gouvernement Charest, qui l'annoncera officiellement à la mi-février.

Le mandat consistant à faire passer le projet en audiences publiques sera donné par le ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, autour du 28 février, à moins que l'intensité du débat public n'exige de le faire plus tôt.

Afin de minimiser l'opposition anticipée à ce projet, qui provoquera le plus important flot d'étalement urbain autour de la métropole depuis 25 ans et une augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) presque équivalente au défunt projet du Suroît, le ministre des Transports utilisera un scénario dit de *fast track* devant le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. Le projet révisé en audiences publiques servira à déterminer les modalités du premier appel d'offres pour le premier projet majeur de PPP au Québec, d'une valeur d'au moins

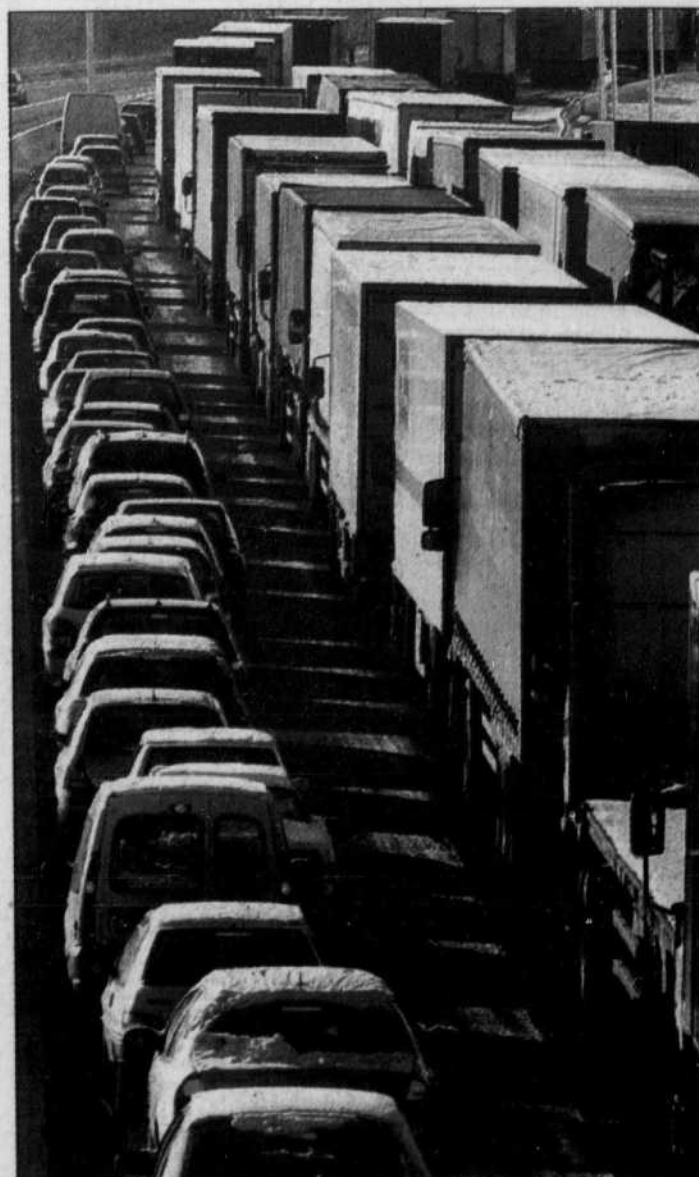
350 millions de dollars. Le vrai projet, celui qui réalisera un éventuel propriétaire privé ou copropriétaire, n'ira pas en audiences à son tour, ce qui pourrait laisser les citoyens sur leur appétit pendant les audiences en ce qui concerne plusieurs facettes dont on veut éviter qu'elles deviennent des enjeux sociaux, environnementaux ou politiques.

«L'affaire d'environnement, ça va être en février. On parle d'un mois et demi, à peu près. On travaille avec le BAPE pour l'affaire d'environnement.»

C'est ce qu'ont affirmé au *Devoir* au cours des derniers jours plusieurs sources dignes de foi, affirmations en partie confirmées hier dans une entrevue accordée à la radio de Radio-Canada par le député libéral de Mille-Iles, Maurice Clermont. Celui-ci n'hésite pas à mettre son siège en jeu sur cette question: «Pas de pont, pas de Clermont» aux prochaines élections, a-t-il déclaré hier.

Selon le député lavallois, les cinq députés de ce territoire, y compris le ministre de l'Environnement, lui-même responsable de l'intégrité et de l'indépendance du processus d'audiences en vertu de son serment d'office, «en ont fait leur priorité numéro un».

«Moi, j'ai dit à tout le monde qu'en fin 2006, le pont doit être commencé parce que



REUTERS

VOIR PAGE A 10: AUTOROUTE

• LES ACTUALITÉS •

Dix millions de plus pour les écoles privées

Les commissions scolaires espèrent profiter elles aussi des largesses de l'État

CLAIRANDRÉE CAUCHY

S'il y a assez d'argent pour les écoles juives, il devrait y en avoir pour l'éducation publique dans le prochain budget, a lancé le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), André Caron.

M. Caron réagissait à la manchette du *Devoir* de jeudi, qui révélait que le ministre de l'Éducation a accepté de financer à 100 % des écoles juives qui s'associeraient avec des commissions scolaires, et ce, «pour favoriser des échanges culturels».

«S'il y a dix millions à mettre là, ça veut dire que la situation financière n'est pas si pire. Pour le prochain budget du mois de mars, les commissions scolaires devraient voir assumer leurs coûts de système et recevoir des budgets pour le développement», a déclaré M. Caron avec ironie, précisant qu'il y a des priorités budgétaires plus importantes.

Le président de la FCSQ, qui avait fait une sortie publique à l'automne pour déplorer le financement accru du secteur privé en raison de l'augmentation du nombre d'élèves qui le fréquentent, se promet d'en reparler ultérieurement au ministre, Pierre Reid.

M. Caron était visiblement mal à l'aise devant cette nouvelle puisqu'un de ses membres, la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, a signé un tel contrat avec cinq écoles juives, récoltant au passage 10 % de la subvention pour faire transiter l'argent vers ces écoles.

«Les 61 commissions scolaires sont autonomes, grandes et vaccinées», a commenté le président de la FCSQ.

Il juge néanmoins le moment mal choisi pour une telle décision de la part du ministre. «Peut-être que cela n'arrive pas à un moment privilégié dans le calendrier, compte tenu qu'on arrive à la fin de la dérogation sur la professionnalité dans les écoles [en juillet prochain]», a poursuivi M. Caron, étonné de ne pas avoir été consulté.

La présidente de la Fédération des comités de parents du Québec, Diane Miron, partage ses inquiétudes. «Ce n'est peut-être pas le bon timing». Ça risque de brouiller les

cartes par rapport au dossier de l'enseignement confessionnel dans les écoles», a déclaré Mme Miron hier.

Ce n'est pas l'analyse du ministre de l'Éducation, qui a répété hier que son geste n'était pas lié au statut confessionnel des écoles juives et que les échanges culturels entre les commissions scolaires et les écoles juives ne comporteraient en aucun cas des activités religieuses.

Interrogé sur les informations voulant que la décision ait été téléguidée par le cabinet du premier ministre, Pierre Reid a répondu qu'elle a été «prise par le gouvernement». «C'est une décision qui a été annoncée par le ministre de l'Éducation, avec laquelle je suis tout à fait à l'aise», a soutenu le ministre, notant que cela avait fait l'objet de discussions avec des collègues du gouvernement.

M. Reid a également souligné que le financement n'enlève rien aux écoles publiques puisque les fonds proviennent directement du Conseil du trésor. «Pas un sou n'est enlevé au secteur public pour aller à ce projet», a assuré le ministre quelques minutes après avoir été accueilli par un groupe d'une dizaine de syndiqués de la CSQ. Ceux-ci l'ont apostrophé pour critiquer l'octroi de sommes aux écoles juives privées alors que le réseau public «manque de tout».

«L'an passé, le gouvernement a lancé en grande pompe dix millions pour les élèves en difficulté à travers le Québec, et là, tout d'un coup, on en trouve autant pour des écoles juives», a fait valoir la présidente du syndicat de l'enseignement de la Pointe-de-l'Île, Marie Marsolais.

Au concert de protestations qui a retenti cette semaine est venue s'ajouter hier la voix du président de la FTQ, qui a emboîté le pas à ses homologues de la CSN et la CSQ. Henri Massé a invité le ministre à faire marche arrière et à fermer cette boîte de Pandore. «Tout le monde va se mettre en ligne pour bénéficier des largesses irréflectibles du ministre. C'est de la folie furieuse, et cette situation risque de relancer un débat que nous croyions clos depuis la refonte des commissions scolaires, en 1998», s'est insurgé Henri Massé.

Le Devoir

Klein trace des parallèles entre l'Alberta et le Québec

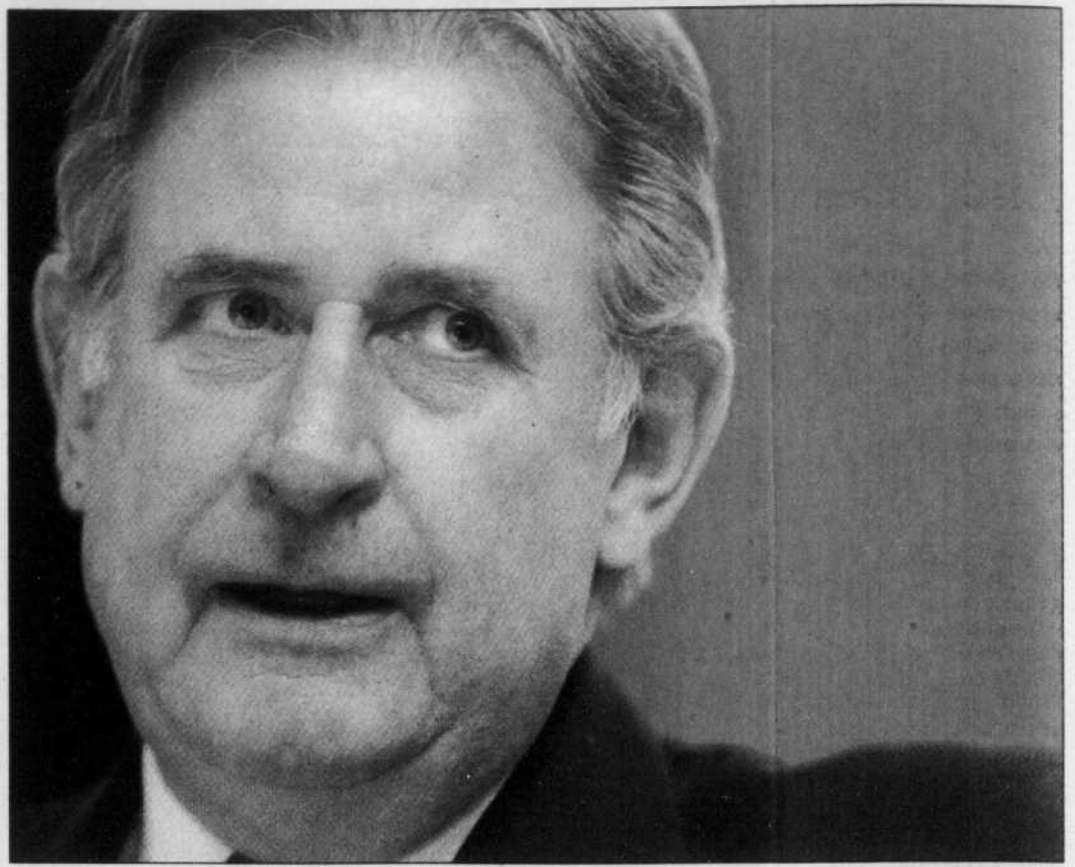
CLAUDE TURCOTTE

Ralph Klein, le premier ministre de l'Alberta, avait sans doute choisi le Québec comme dernière étape de sa tournée au Canada central pour consolider les bons rapports qu'il entretient avec son homologue québécois, Jean Charest, et aussi pour réaffirmer sa conviction profonde que le Québec et l'Alberta sont les provinces les mieux placées pour agir comme leaders dans la défense de la Constitution canadienne.

Parlant devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, M. Klein n'a pas manqué de rappeler à Paul Martin sa promesse de respecter les compétences provinciales, ce qu'il n'a pas encore fait, lui suggérant que le temps d'agir était arrivé. En attendant, M. Klein lui a rappelé un dicton albertain qui se traduit comme suit: «Gros chapeau, pas de troupeau.» Vous pouvez vous habiller comme un cow-boy, mais ça ne signifie pas que vous en êtes un.

A propos de cow-boys, M. Klein a soutenu en conférence de presse qu'il n'a jamais déclaré, lors de son passage avant-hier à Toronto, qu'il faut abattre toutes les vaches nées avant le mois d'août 1997. «Le journaliste qui a écrit cela devrait s'excuser», a-t-il dit. Le premier ministre albertain a plutôt insisté hier sur les dangers minimes qu'une vache folle peut présenter pour la consommation humaine. «On m'a dit qu'il faudrait manger dix milliards de repas de cerveau, de moelle, de ganglions et d'amygdales pour attraper cette maladie», a lancé M. Klein, qui propose la formation d'équipes d'experts internationaux pour bien expliquer toutes les facettes de cette maladie.

Hier matin, M. Klein a eu avec M. Charest un bref entretien au cours duquel il a été question des moyens qui pourraient être adoptés pour renforcer le Conseil de la fédération, cet organisme créé à la suggestion du gouvernement québécois. M. Klein en deviendra le président pour un an à compter de l'été prochain. Il a aussi été question de santé lors de cette rencontre. Selon M. Klein, M. Charest donne un appui général à son approche pour une troisième voie dans la santé, sans toutefois prendre d'engagements précis.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le premier ministre de l'Alberta, Ralph Klein, a rendu visite à son homologue québécois hier.

«Ce qui est bon pour l'Alberta pourrait ne pas l'être pour le Québec», a-t-il simplement ajouté.

Devant la Chambre de commerce, le conférencier a consacré tout son exposé à la grande question politique canadienne, aux rapports entre les provinces et le gouvernement central. Voulant peut-être charmer son auditoire, M. Klein a déclaré en anglais (il ne parle pas vraiment l'autre langue officielle canadienne) que le français est largement parlé un peu partout dans sa province, que 60 000 Albertains ont le français comme première langue, qu'on y dénombre 180 000 personnes bilingues, trois commissions scolaires françaises et 25 écoles où tout l'enseignement se fait en français ainsi qu'un secrétariat de la langue française, créé par son gouvernement il y a cinq ans.

Selon M. Klein, le Québec et l'Alberta ont entre autres en commun une attitude non conformiste,

n'ayant pas peur de remettre en question le statu quo. À cet égard, il remercie le gouvernement du Québec d'avoir mis en avant l'idée d'un conseil de la fédération, un lieu où les premiers ministres provinciaux peuvent entretenir ensemble des rapports qui dépassent ceux d'un simple club social, comme c'était le cas auparavant.

M. Klein reconnaît que le Québec a été la première province à défendre vigoureusement la Constitution de 1867 et à demander que le gouvernement fédéral la respecte. «Je ne conteste pas le rôle d'Ottawa dans l'armée ni à Radio-Canada», a précisé M. Klein avant de dresser la liste des compétences exclusives des provinces, établies en 1867: la prise en charge du système de soins de santé; la responsabilité des terres publiques, y compris les forêts, les minéraux, l'eau, le pétrole et le gaz naturel; l'éducation, les municipalités, l'administration de la jus-

stice. Ce sont tous des domaines où il est clair qu'Ottawa ne respecte pas toujours les compétences des provinces, a affirmé le premier ministre.

L'Alberta est en outre tout à fait d'accord avec Québec pour que les provinces jouent un rôle accru lorsque le gouvernement central négocie des ententes internationales qui affectent les compétences provinciales. Les provinces devraient aussi participer à l'élaboration d'une stratégie intégrée de commerce international.

Suivant l'exemple du Québec, qui a des bureaux à l'étranger depuis belle lurette, l'Alberta ouvrira en mars un bureau à Washington pour mieux faire connaître ses préoccupations et ses intérêts auprès du gouvernement américain et même auprès du personnel de l'ambassade canadienne dans cette capitale.

Le Devoir

Charbonneau à la défense d'Yves Michaud

ROBERT DUTRISAC

Québec — La Cour supérieure ayant débouté Yves Michaud, le député de Borduas, Jean-Pierre Charbonneau, reviendra à la charge devant le caucus des députés du Parti québécois dans le but de les convaincre de reconnaître que les parlementaires ont mal agi en condamnant les propos de l'ancien député et diplomate sur les communautés ethniques.

En adoptant, le 14 décembre

2000, une motion de blâme à l'encontre de M. Michaud pour les propos qu'il avait tenus la veille à la Commission des États généraux sur la langue française, «l'Assemblée nationale s'est trompée et a agi de façon inacceptable», estime M. Charbonneau. «Une bonne partie des députés» ne savaient même pas ce qui s'était passé lors de la comparution de M. Michaud à cette commission et le vote sur la motion de blâme a été pris «de façon intempestive», a-t-il rappelé.

«Les députés qui agissent en collectivité ont parfois des comportements curieux, surtout quand ils agissent sur le coup de l'émotion. Et c'a été le cas», a dit M. Charbonneau. «On a fait un procès d'intention pour les mauvaises raisons.»

Dans un jugement rendu jeudi, le juge Jean Bouchard a rejeté la requête de M. Michaud qui demandait à la Cour supérieure de déclarer que l'Assemblée nationale n'avait pas le pouvoir constitutionnel d'adopter une motion de

blâme à l'encontre d'un citoyen.

Même si M. Michaud porte sa cause jusqu'en Cour suprême — il a déjà indiqué qu'il interjettera appel —, «j'ai bien peur que le tribunal va toujours reconnaître l'indépendance de l'Assemblée nationale et son autonomie entière. Mais ce n'est pas parce qu'elle a le pouvoir de le faire qu'elle devrait le faire et qu'elle ne s'est pas trompée», a fait valoir M. Charbonneau.

Le Devoir

LINEN CHEST

La beauté intérieure

Pas de cadeaux...
MAIS LE PLUS BAS PRIX!

ÉCONOMISEZ
JUSQU'À

55%
de rabais

PLUS 50% DE RABAIS SUR
TOUS NOS MODÈLES DE
PLANCHER DISCONTINUÉS

Ensemble de matelas et sommier
Simmons Beautyrest Mercier

Grandeur	Comparé**	Linen Chest
Jumeau	1 599	799 \$
Double	1 999	969 \$
Grand	2 199	989 \$
Très grand	2 999	1 399 \$

SIMMONS
Beautyrest

Sealy Posturepedic

EN PLUS, NE PAYEZ PAS LES TAXES*

AUCUN PAIEMENT, AUCUN INTÉRÊT POUR 1 AN
Base de lit gratuite • Livraison gratuite • Installation gratuite

GARANTIE DE 30 JOURS

*Linen Chest paiera l'équivalent de la TPS et de la TVQ. Cette offre se termine le dimanche 30 janvier 2005. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre et elle ne s'applique pas aux produits vendus ou achetés antérieurement.

** Voir valeur comparative en magasin pour détails.

NOS PRIX SONT IMBATTABLES! COMPAREZ, VOUS SEREZ CONVAINCUS!

Centre Rockland (Montréal) 514.341.7810
Promenades de La Cathédrale (centre-ville) 514.282.9525
Galeries Laval (Laval) 450.681.9090 • Place Portobello (Brossard) 450.671.2202

Consultez nos experts en MATELAS Sealy, Simmons et Tempur!

www.linenchest.com

Soldes

Du 15 au 29 Janvier*

Des prix exceptionnels sur tout le magasin

Ouvert les dimanches 16 et 23



LA VRAIE VIE COMMENCE À L'INTERIEUR

MONTRÉAL 505 AVENUE DU PRÉSIDENT KENNEDY TEL (514) 350 9070

OTTAWA 22 YORK STREET TEL (613) 860 3273 - TORONTO 101 PARLIAMENT STREET TEL (416) 366 3273

ROCHE
BOBOIS
PARIS

www.roche-bobois.com

POLITIQUE

Une autre accusation de favoritisme

Judy Sgro démissionne

Joe Volpe prend le ministère de l'Immigration et Lucienne Robillard accepte les Ressources humaines

Au centre de nombreuses controverses depuis le mois de septembre, la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Judy Sgro, n'a eu d'autre choix que de démissionner hier, alors que de nouvelles allégations faisaient la manchette. Résultat: Paul Martin rebrasse ses cartes et modifie son conseil des ministres.

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — La coupe était déjà pleine de scandales et d'allégations de toutes sortes depuis des semaines... et elle a débordé hier. Devant une nouvelle accusation de favoritisme, cette fois venant d'un propriétaire de pizzeria de Toronto, la ministre fédérale de la Citoyenneté et de l'Immigration, Judy Sgro, a dû jeter l'éponge, sachant fort bien que l'opposition réclamerait sa tête une fois de plus.

Selon les informations obtenues par *Le Devoir*, Judy Sgro aurait offert sa démission au premier ministre le 2 janvier dernier, mais celui-ci l'aurait refusée «pour l'instant». Paul Martin, qui en avait plein les bras avec la catastrophe en Asie du Sud-Est, préférerait attendre le rapport du commissaire à l'éthique, Bernard Shapiro, qui se penche sur les allégations de favoritisme qui pèsent sur Mme Sgro. La démission de la ministre hier ne change d'ailleurs rien au processus d'enquête, qui doit être complété d'ici deux à quatre semaines, dit-on au bureau de M. Shapiro.

Reviement de situation jeudi soir à 17h, alors que Mme Sgro et le bureau du premier ministre apprennent que le *Toronto Star* s'apprête à publier le lendemain (hier) une nouvelle tranche de controverse sur la ministre. «Elle savait

que c'était trop et qu'elle devait partir. Le bureau du premier ministre était lui aussi d'accord», confie une source libérale. La démission a été annoncée tôt hier matin.

Ce départ a forcé Paul Martin à revoir la composition de son conseil des ministres, et ce, quelques heures avant son départ pour une tournée asiatique de 15 jours. Plutôt que d'offrir sa chance à un député d'arrière-banc, le premier ministre a choisi d'aller de l'avant avec un cabinet plus restreint, soit un ministre en moins. Ainsi, c'est Joe Volpe qui remplacera Judy Sgro à l'Immigration, délaissant du même coup le ministère des Ressources humaines. Ce gros portefeuille sera maintenant l'affaire de Lucienne Robillard, qui conserve également son ministère des Affaires intergouvernementales et son chapeau de présidente du Conseil privé.

Selon nos informations, Lucienne Robillard était le premier choix de Paul Martin pour s'occuper du délicat ministère de l'Immigration, mais le caucus de l'Ontario, très influent, aurait fait pression pour qu'un député de la province conserve ce poste, puisque Toronto est la ville qui reçoit le plus d'immigrants au pays.

À propos du départ de Mme Sgro de son cabinet, Paul Martin a dit regretter cette démission et ajouté qu'il gardait confiance en sa



Judy Sgro

députée. «C'est sa décision [de partir], a-t-il dit au cours d'un bref point de presse, quelques minutes après l'annonce des nouvelles nominations. Elle voulait avoir la pleine liberté de se défendre contre ces allégations sans fondement et je la comprends. J'ai accepté sa démission à regret.»

Nouvelles allégations

C'est une nouvelle accusation de favoritisme qui a poussé la ministre à l'extérieur du cabinet. Menacé d'être expulsé du pays, Harjit Singh, d'origine indienne, a déclaré sous serment à la Cour fédérale que l'ex-ministre lui avait promis qu'il resterait au pays s'il travaillait à sa campagne électorale.

«Je lui ai expliqué ma situation et elle m'a assuré que, si je l'aidais dans sa campagne électorale, elle m'aiderait à rester au pays», a dé-

claré Harjit Singh dans l'affidavit obtenu par le *Toronto Star*. «Je suis propriétaire d'une pizzeria à Brampton [banlieue de Toronto] et Judy m'a demandé de livrer de la pizza et du pain à l'ail à son local de campagne. Ce que j'ai fait. Elle m'a aussi demandé de rassembler 15-16 personnes pour l'aider dans sa campagne, ce que j'ai aussi fait», poursuit-il dans le document. Harjit Singh a également déclaré que l'ex-ministre a renié sa promesse quelques mois plus tard. Craignant que l'histoire ne s'ébruite, elle aurait tenté de le faire expulser du pays, d'où la procédure judiciaire en cours.

Plus tôt cet automne, l'opposition s'était déchaînée à la Chambre des communes quand des allégations de favoritisme ont commencé à circuler dans les médias. Mme Sgro aurait accordé à Alina Balaican, une danseuse d'origine roumaine qui a travaillé bénévolement pour sa campagne électorale, un permis ministériel l'autorisant à rester au pays pour faire sa demande d'immigration. Puis, la ministre et son personnel ont été accusés d'avoir facilité l'entrée de danseuses nues d'origine roumaine au pays à la demande d'un propriétaire de bar de Toronto. La députée libérale a continué de tout nier hier.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, et le chef conservateur, Stephen Harper, ont soutenu hier que la démission de Judy Sgro montre encore une fois «l'indécision chronique» de Paul Martin. «Il aurait dû la mettre à la porte bien avant et ne pas attendre qu'elle démissionne», a soutenu le chef conservateur.

Le Devoir

CHUM: l'expert Guy Saint-Pierre en vacances à l'étranger

KATHLEEN LÉVESQUE

par l'Université de Montréal.

Guy Saint-Pierre, l'un des deux experts recrutés par le gouvernement Charest pour apporter un nouvel éclairage d'urgence dans le périlleux dossier de l'implantation du futur CHUM, est à l'étranger depuis près d'une semaine, a appris *Le Devoir*.

Selon des sources bien informées, M. Saint-Pierre a maintenu ses vacances prévues en Floride, loin de la turbulence autour du CHUM, après avoir signé son engagement. Le contrat de M. Saint-Pierre lui accorde des honoraires de 1100 \$ par jour jusqu'à un maximum de 30 800 \$ d'ici le 2 février.

C'est à cette date que M. Saint-Pierre et son collègue Armand Couture devront remettre leur rapport. D'ici là, les deux hommes doivent analyser les deux projets proposés, c'est-à-dire un CHUM soit au centre-ville, soit dans la cour de triage d'Outremont. Ils ont à identifier celui des deux projets qui «offre une configuration et une localisation optimales».

Le cabinet du ministre de la Santé, Philippe Couillard, a confirmé hier au *Devoir* que M. Saint-Pierre est à l'extérieur du pays mais qu'il travaille à distance. «Il est en contact avec M. Couture, mais je ne connais pas exactement leur mode d'opération», a expliqué l'attachée de presse de M. Couillard, Cathy Rouleau.

Chose certaine, c'est M. Couture qui a rencontré au cours de la semaine diverses personnes liées à ce dossier. Outre les contacts directs, le mandat de MM. Saint-Pierre et Couture commande une bonne part d'analyse des études réalisées au cours des derniers mois.

Ainsi, les deux hommes auront à prendre en compte les évaluations réalisées pour le gouvernement ainsi que les diverses études des firmes privées embauchées par le comité de planification du CHUM 2010 ou

par l'Université de Montréal. De ce côté, il pourrait toutefois se glisser certains problèmes d'ordre éthique. Ainsi, M. Saint-Pierre devra donner son avis sur l'analyse de SNC-Lavalin. Or M. Saint-Pierre présidait le conseil d'administration de cette firme d'ingénierie alors qu'elle avait évalué le précédent site du 6000, rue Saint-Denis. M. Saint-Pierre a quitté son poste en mai 2002, soit au même moment où Claude Béland quittait la Société d'implantation du CHUM devant le dérapage financier dont a largement bénéficié SNC-Lavalin (des spécialistes étaient payés au-delà des tarifs prévus par le gouvernement).

SNC-Lavalin travaille aujourd'hui au côté du recteur de l'UdeM, Robert Lacroix, le promoteur du projet d'Outremont. Dans une lettre datée du 21 décembre dernier et destinée à M. Lacroix, dont *Le Devoir* a obtenu copie, SNC-Lavalin indique que les conclusions sur l'aspect sécuritaire du site du 6000, rue Saint-Denis, ne diffèrent pas de celles portant sur la cour de triage d'Outremont.

Aussi, MM. Saint-Pierre et Couture auront entre les mains les analyses de la firme Daniel Arbour et associés, qui travaille avec l'UdeM mais également pour le compte des promoteurs du pourtour de la cour de triage. En fait, l'un et l'autre projets ne font qu'un, comme le démontre le document de l'UdeM daté du 28 septembre 2004. Le CHUM, les facultés des sciences de la santé et le développement pharmaco-biomedical sont intégrés dans le projet. Quant aux intentions des promoteurs, les cartes sont claires.

Par ailleurs, si M. Couture semble bénéficier d'une réputation d'intégrité sans faille dans le monde des affaires, M. Saint-Pierre est surtout perçu comme le lien politique dans ce dossier.

Le Devoir

Guy Coulombe négociera le nouveau pacte fiscal avec les municipalités

JOCELYNE RICHER

L'arrivée de Guy Coulombe, hier, dans le dossier miné de la négociation d'un nouveau pacte fiscal n'a pas assaini le climat de méfiance qui prévaut entre le gouvernement Charest et le monde municipal.

M. Coulombe, qui a passé l'année 2004 à tracer le portrait de l'exploitation forestière au Québec, consacrera une bonne partie de 2005 à revoir le partage de responsabilités et de sources de revenus entre Québec et les municipalités.

D'ici le 30 juin, il devra produire un rapport et des recommandations quant au contenu du futur pacte fiscal Québec-municipalités qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

D'ici là, le nouveau mandataire du gouvernement, nommé hier par Québec, entreprendra des «discussions» avec les deux grandes associations municipales et la Ville de Montréal.

Ces «discussions» s'annoncent corsées, car les attentes du milieu sont grandes, à la mesure des promesses de décentralisation des pouvoirs et de diversification des sources de revenus maintes fois serinées par le premier ministre Jean Charest et le ministre des Affaires

municipales, Jean-Marc Fournier.

Le président de la Fédération québécoise des municipalités, Michel Belzil, s'est demandé, lors d'un entretien téléphonique, pourquoi Québec parle de «discussions» plutôt que de «négociations». Il dit craindre ainsi l'ajout d'«une nouvelle étape» risquant de retarder d'autant le processus et préférerait faire affaire directement avec le niveau politique.

Pour améliorer leur situation financière, les municipalités espèrent notamment percevoir des redevances sur l'exploitation forestière et, surtout, gruger un morceau des recettes de la taxe de vente provinciale, ce qui est loin d'être acquis compte tenu de la faible marge de manœuvre du ministre des Finances.

«Ne serait-ce qu'un pour cent de la taxe de vente, cela donnerait aux municipalités 1,2 milliard de dollars par année», calcule de son côté le président de l'Union des municipalités du Québec, Michel Tremblay, qui estime injuste de voir les municipalités organiser des activités sociales et culturelles sans espérer «aucun retour» financier.

La publication, en décembre, par Québec, du document intitulé *Repenser les relations avec les municipalités* n'a rien fait pour calmer

le jeu. Le document — qui comporte de «nombreux écueils», selon M. Tremblay — constituait en quelque sorte la réplique du gouvernement à l'étude faite l'année précédente par le Conférence Board pour le compte de l'UMQ, laquelle étude montrait du doigt les dysfonctions fiscales entre les différents ordres de gouvernement, entraînant un important manque à gagner pour les villes.

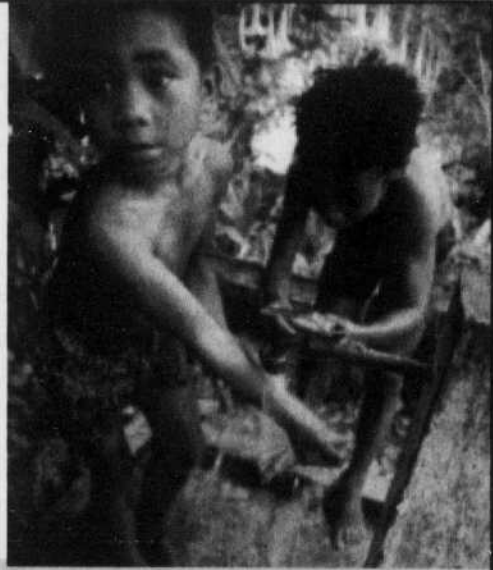
Pour remplir leurs coffres, le document gouvernemental suggère notamment aux municipalités de se donner une plus grande «marge de manœuvre» financière en multipliant les tarifs.

À l'UMQ, cette hypothèse a été reçue comme une hérésie, compte tenu que «le gouvernement veut réduire les impôts, d'une part, et, d'autre part, il nous dit: "Vous autres, vous n'êtes pas brillants, on vous donne la possibilité de taxer davantage!" Le gouvernement parle des deux côtés de la bouche», selon M. Tremblay, qui estime les contribuables bien assez taxés.

«S'il n'y a pas d'ouverture pour les revendications des municipalités, ça va aller mal à la shop», disait M. Tremblay, lors d'un entretien téléphonique.

Presse canadienne

Avant les raz-de-marée du 26 décembre, Alternatives travaillait déjà dans la province d'Aceh, en Indonésie. En appuyant des organisations communautaires locales, nous avons contribué à la réduction de la pauvreté et à la promotion de la paix dans cette région.



CONSIDÉRANT LES BESOINS ÉNORMES des populations frappées par les tsunamis et les complexités d'une région déjà affectée par un conflit armé meurtrier, il importe de travailler en étroite collaboration avec des organisations indonésiennes qui comprennent l'ensemble des enjeux sur le terrain.

EN APPUYANT ALTERNATIVES ET SES PARTENAIRES INDONÉSIENS, vous vous assurez que votre contribution rejoindra les populations les plus en besoin. Nous nous ferons un devoir de distribuer cette aide d'une façon qui, plutôt que d'exacerber les tensions, contribuera à l'émergence d'une paix durable pour cette région.

C'EST L'OCCASION POUR NOUS de faire la différence pour des millions d'enfants, de femmes et d'hommes en Asie du Sud Est.

S'il vous plaît, joignez-vous à Alternatives et faites parvenir votre don dès aujourd'hui.

Vous pouvez aussi faire un don mensuel de 15 \$, soit l'équivalent de seulement 50¢ par jour. * Vous faites partie de la solution. Appelez maintenant, sans frais au : **1.800.982.66.46** Ou faites votre don directement en ligne, en visitant notre site Internet : **www.alternatives.ca**

* Pour cela, vous devez nous retourner le coupon avec vos coordonnées accompagné d'un CHÈQUE où vous aurez inscrit ANNULÉ dessus. Ou nous indiquer les informations nécessaires concernant votre CARTE DE CRÉDIT sur laquelle vous désirez que nous prélevions votre don mensuel.

- Oui ! Je désire aider la population indonésienne dans la résolution de ses crises et conflits.
- Svp utiliser mon don pour venir en aide aux victimes des tsunamis.
- Svp faites parvenir mon don, là où c'est le plus nécessaire.

Nom : _____
 Adresse : _____
 Ville : _____
 Code postal : _____
 Voici mon don de : _____ \$ Chèque
 VISA MASTERCARD
 N° de la carte : _____
 Date d'expiration : _____

Alternatives
 ... pour un monde différent

ALTERNATIVES
 3720, avenue du Parc, bureau 300
 Montréal (Québec) H2X 2J1

www.alternatives.ca

Profitez du solde d'inventaire Patrimoine et obtenez des réductions allant de 15 à 40% sur les mobiliers et accessoires sélectionnés.



15% à 40% de réduction

Patrimoine

3932 Autoroute Laval Ouest (coin Curé-Labelle)
 Laval (Qc) H7T 2P7 (450) 687-6867

• LES ACTUALITÉS •

TSUNAMIS

La lutte contre le paludisme commence

EDWARD HARRIS

Banda Aceh, Indonésie — Des vaporisations d'insecticide ont commencé hier dans les camps de réfugiés de la province indonésienne d'Aceh dans le but d'éviter une épidémie de paludisme qui pourrait faire jusqu'à 100 000 morts. De leur côté, les autorités indonésiennes disent vouloir obtenir une trêve permanente avec les séparatistes de la province, la plus touchée par la catastrophe.

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a annoncé hier qu'il nommerait la semaine prochaine un émissaire spécial chargé de coordonner l'aide aux pays touchés et l'effort de reconstruction. Il n'a pas précisé en quoi son rôle différerait de celui du coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU, Jan Egeland.

Plus de 157 600 personnes au moins ont péri dans le séisme suivi d'un tsunami qui a touché 11 pays de l'océan Indien le 26 décembre. Les deux tiers d'entre elles se trouvaient dans la province d'Aceh, dans le nord-ouest de l'île indonésienne de Sumatra.

Beaucoup des plus de 110 000 victimes d'Aceh ne seront jamais identifiées, a prévenu hier le patron d'Interpol, qui coordonne un effort international d'identification sans précédent. Environ 70 000 d'entre elles ont déjà été inhumées, dont beaucoup dans des fosses communes. Il faudra des mois pour terminer les identifications, a estimé le secrétaire général de l'agence de police internationale, Ronald Koble.

L'aide internationale à Aceh reste délicate en raison de la situation de cette province déchirée par un conflit séparatiste depuis 30 ans. En visite dans la capitale de la province, Banda Aceh, le vice-président indonésien Jusuf Kalla a assuré que son gouvernement travaillait à un cessez-le-feu complet avec les séparatistes. Les chefs en exil en Suède ont décrété une trêve unilatérale le jour de la catastrophe et ont appelé ces derniers jours à des pourparlers de paix.

Mais malgré ses déclarations sur un cessez-le-feu, le gouvernement indonésien commence à donner des signes de vouloir restreindre de nouveau l'accès à Aceh. Il a demandé ces derniers jours que le personnel humanitaire étranger à Aceh soit accompagné par des escortes militaires. Jakarta a également répété hier que les troupes étrangères devraient avoir quitté le pays avant la fin de mars.

Les États-Unis, qui ont envoyé des milliers d'hommes dans la région, ont dit ne pas avoir reçu d'indication sur une telle date limite. Le numéro deux du Pentagone, le département américain de la Défense, Paul Wolfowitz, devait se rendre



Des rescapés des tsunamis au Sri Lanka nettoient les rues de leur ville. ARKO REUTERS

aujourd'hui en Thaïlande pour discuter des efforts d'aide. Il devrait ensuite se rendre dans la province d'Aceh, selon un responsable de l'ambassade américaine à Bangkok. Un autre responsable américain à Washington a précisé qu'environ 92 millions de dollars ont été dépensés jusqu'à présent sur les 350 promis par les États-Unis.

Côté français, le *Jeanne-d'Arc* et le *Georges-Leygues* sont arrivées au large d'Aceh, selon la ministre française de la Défense, Michèle Alliot-Marie. Le porte-hélicoptères français et sa frégate devaient atteindre dans la soirée Meulaboh, le secteur attribué à l'armée française. Les deux bâtiments, qui emportent deux hélicoptères Puma gros porteurs et quatre hélicoptères plus légers, doivent apporter « d'abord de l'assistance médicale » grâce à « une dizaine d'équipes médicales mobiles ».

Près de trois semaines après la catastrophe, les organisations humanitaires expliquent que des blessés dans les secteurs les plus isolés n'ont toujours pas été soignés. Non traitées, les blessures s'infectent horriblement, averti Joel Salinikio, de l'ONG américaine International Rescue Committee, dont une équipe est rentrée hier du village de Paya Seumantok.

Par ailleurs, si le spectre du choléra et de la dysenterie s'estompe au fur et à mesure que de l'eau potable est acheminée aux rescapés, la menace du paludisme et de la dengue augmente.

De petites unités armées de fusils vaporisant de l'antimoustique ont commencé hier à traiter les camps de réfugiés. Elles prévoyaient de couvrir près de huit camps installés autour de Banda Aceh, la capitale de la province. Mais le gros de l'opération ne commencera pas avant au moins deux jours, des problèmes bureaucratiques ayant bloqué la majeure partie de l'insecticide à Jakarta, selon Mentor Initiative, un organisme de santé publique chargé de la lutte contre le paludisme en Indonésie.

Au Sri Lanka, plus de 25 000 personnes déplacées par la catastrophe ont quitté les camps de réfugiés au cours des dernières 24 heures, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Elles partent pour reconstruire leurs villages en ruines et retourner là où elles habitaient pour s'assurer d'être reconnues comme les propriétaires, a expliqué Neil Wright, un responsable de l'agence onusienne.

Associated Press

Frank McKenna nommé ambassadeur aux États-Unis

Ottawa — L'ancien premier ministre du Nouveau-Brunswick Frank McKenna a été officiellement nommé ambassadeur du Canada aux États-Unis par le premier ministre Paul Martin, hier.

M. McKenna, un libéral, a dirigé sa province de 1987 à 1997; il s'était remis à la pratique du droit. Il a été beaucoup sollicité récemment, notamment pour se porter candidat libéral aux dernières élections fédérales, une offre qu'il a déclinée.

Hier, immédiatement après l'annonce de sa nomination au poste d'ambassadeur, qui était un secret de Polichinelle, M. McKenna a fait baisser les attentes de ceux qui espéraient que les relations canado-américaines, quelquefois houleuses, changent carrément de cap avec lui à la barre à l'ambassade de Washington.

« Je ne vais pas arriver à Washington et résoudre des vieux dossiers [commerciaux] importants comme ceux du bois d'œuvre et de l'ESB [maladie de la vache folle]. Ça n'arrivera simplement pas, a affirmé M. McKenna. Il n'y a pas de solutions miracles à ces dossiers. »

L'ancien premier ministre provincial, qui entrera en fonction le 1^{er} mars comme diplomate, a par ailleurs minimisé les critiques émises depuis quelque temps au sujet de ses relations d'affaires avec des membres de l'élite washingtonienne, la famille Bush notamment.

« Je dois dire que, à mon avis, c'est important à Washington d'avoir des liens politiques et d'orienter les politiques d'une certaine façon. Je dois dire honnêtement que j'ai une relation, dans un sens, avec quelques membres de la famille, mais ce n'est pas une relation extrêmement solide ou extrêmement forte », a dit M. McKenna après un entretien avec le premier ministre Paul Martin, à Ottawa.

Celui-ci n'a pu réprimer un sourire lorsqu'on lui a demandé ce qu'il pense des critiques qui dénoncent les liens entre le nouvel ambassadeur et l'administration Bush.

« Je pense que c'est certainement un atout, lorsqu'on demande à un ambassadeur d'accepter ses fonctions, qu'il soit dans une position de pouvoir influencer l'administration. S'il connaît des gens, c'est encore mieux. »

Les contacts de M. McKenna transcendent les lignes de partis, comprenant aussi bien l'ancien président républicain George Bush père que l'ancien président démocrate Bill Clinton.

Hier, à Ottawa, Frank McKenna a aussi abordé la question de ses activités au sein de plusieurs entreprises, lesquelles lui ont valu, également, certaines critiques ces derniers jours.

« Je suis membre de beaucoup de conseils d'administration et d'autres activités, mais je dois cesser toutes ces activités avant de commencer à Washington. »

Quant à la façon dont il compte effectuer son travail en tant que plus important représentant du Canada à l'étranger, M. McKenna a dit que « les priorités sont de bâtir à partir de la base déjà établie, de créer un climat pour une bonne relation, de continuer à améliorer la relation commerciale et aussi de refléter la Canada unique. »

« Nous avons des valeurs uniques, nous avons une attitude unique, différente. »

Frank McKenna, vu par plusieurs comme un successeur à Paul Martin, remplacera Michael Kerigin, un ancien conseiller de Jean Chrétien, qui avait été nommé ambassadeur à Washington en juin 2000.

Presse canadienne



Gil Courtemanche

Après la générosité, la transparence

L'émotion est parfois mauvaise conseillère. C'est ainsi que, la semaine dernière, dans ma chronique, j'ai exagéré l'importance historique de la catastrophe humanitaire en Asie. Dans les années 1970, un tremblement de terre en Chine et des inondations au Bangladesh ont fait énormément plus de victimes que les tsunamis du 26 décembre. Je m'en excuse.

Je crois que, tout comme des millions de personnes dans le monde occidental, j'ai été emporté par l'élan unique de compassion et de solidarité qui s'est traduit par une générosité individuelle et institutionnelle sans précédent. Comment l'expliquer et surtout quelles leçons en tirer pour l'avenir?

La télévision, bien sûr. L'impression d'avoir assisté presque en direct au désastre grâce aux images des survivants, qui ont sorti leurs caméras vidéo, images qui se retrouvent rapidement sur le Web ou à la télévision. Dans le passé, on constatait les dégâts une fois l'horreur passée. Rivés à nos télévisions durant cette période de congé, nous avons vu des enfants emportés par les vagues, des villes en ruine flotter sur les flots rugissants. Nous étions là. Le fait que les premières images de destruction et les décomptes initiaux de victimes nous soient parvenus de Thaïlande et de Phuket en particulier joua un rôle déterminant. En ce 26 décembre, des milliers de touristes occidentaux peuplaient ce petit paradis qui est aussi un haut lieu de tourisme sexuel. Très rapidement, on apprit au Canada, en Suisse, en Allemagne, en Suède qu'un ami ou une connaissance faisait peut-être partie des victimes. Pour la première fois, des milliers d'Occidentaux faisaient partie d'une catastrophe naturelle survenue dans le Sud. Nous étions partie prenante. Cela explique en bonne partie la mobilisation médiatique qui a enclenché le mécanisme de solidarité. Il ne s'agit pas ici de déprécier la réaction et la générosité, il s'agit de la comprendre. Ce n'est pas par hasard que c'est beaucoup plus tard que nous parvinrent les images des pays qui furent le plus lourdement touchés par les tsunamis, l'Indonésie et le Sri Lanka. Dans ces deux pays, ce sont des régions éloignées des grands centres qui furent touchées, des zones en proie à des conflits séparatistes où les Occidentaux se font rares.

Dans *Le Devoir* d'hier, Rony Brauman décrivait avec justesse et franchise les dérives qui risquent de se produire, en toute générosité, durant l'action humanitaire. Mauvaise allocation des ressources, délire catastrophique, chevauchement, désorganisation. Ce sont là des réalités que tous les humanitaires connaissent trop bien mais qui font rarement la manchette parce que la reconstruction et l'utilisation des fonds recueillis se font dans le long terme et attirent rarement l'attention des médias.

Il est ainsi des promesses d'aide faites en catastrophe par les gouvernements. Par exemple, des centaines de millions promis à la suite du tremblement de terre à Bam, en Iran, quelques pauvres millions ont été effectivement versés. Les promesses des États à l'ONU n'ont pas été respectées dans plusieurs cas. Mentionnons la République démocratique du Congo, l'aide à l'Autorité palestinienne ou encore le programme de lutte contre le sida en Afrique. Les médias doivent effectuer un travail plus serré de vérification et de suivi en ce domaine. Le gouvernement canadien pourrait aussi profiter de cette occasion unique pour donner l'exemple et mettre sur pied un système qui permettrait régulièrement de faire le point sur l'aide humanitaire promise et son utilisation.

La générosité sans précédent qui s'est exprimée en Occident et qui a vu diverses organisations non gouvernementales recueillir des sommes dont personne n'aurait osé rêver pose un défi exigeant et fournit une occasion historique à ces organismes qui sont un peu les mandataires de notre solidarité collective: celui de la transparence, qui est aussi un moyen de nous associer à leur action. Quoique maladroitement, Médecins sans frontières a tracé le chemin en déclarant que l'ONG n'avait plus besoin de dons pour les victimes des tsunamis. Loin de moi la pensée que la Croix-Rouge ou Oxfam, ou encore Médecins du monde, nous dissimulent des choses et que notre générosité s'égare dans les méandres administratifs et bureaucratiques. Mais cette générosité exceptionnelle requiert une information exceptionnelle si on veut que la fibre solidaire ne se tarisse pas. Les ONG ont tout intérêt à informer périodiquement, non seulement leurs membres, mais le public en général des progrès qu'elles font, des difficultés qu'elles éprouvent. J'ai parlé de mandataires plus haut, ajoutons que nous sommes aussi les actionnaires de ces organismes et qu'à ce titre nous avons droit à nos rapports semestriels d'activités.

La situation politique qui règne en Indonésie et au Sri Lanka pose aussi un problème délicat et complexe pour lequel le devoir de transparence est aussi fondamental. Il s'agit de l'instrumentalisation politique et parfois de la militarisation de l'aide humanitaire. En ce domaine, les ONG marchent souvent sur des œufs, prises qu'elles sont en zone de conflit entre insurgés et autorité centrale, mais la nécessité d'informer demeure impérieuse. Somme toute, la générosité exceptionnelle dont ont fait preuve les Canadiens présente une occasion en or d'associer plus intimement et plus systématiquement les citoyens au monde de la coopération internationale. Aux ONG d'en profiter.

EN BREF

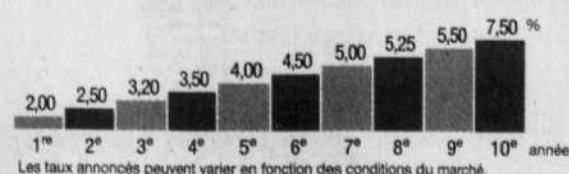
Élections retardées

Les élections générales à Kanesatake, initialement prévues le 19 février, ont été reportées hier au plus tard à la mi-mars à la demande de Ghislain Picard, le chef régional de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador. M. Picard a indiqué par voie de communiqué qu'il avait besoin de plus de temps pour mettre sur pied un groupe d'observateurs indépendants pour le scrutin. La majorité au conseil de bande de Kanesatake, dont fait partie le grand chef James Gabriel, a entériné ce nouveau délai à la condition qu'il ne dépasse pas quatre semaines. Les élections devaient avoir lieu en juillet dernier mais ont été retardées à quelques reprises. — *Le Devoir*

Pour plus tard, c'est maintenant :

1 800 463-5229

REER Obligations à taux progressif
Plus vous investissez tôt et longtemps, plus c'est payant. Capital garanti.



BONI DE 1%
la première année pour les nouveaux fonds REER.

Si vous désirez rencontrer un agent d'investissement, passez au 2000, av. McGill College, du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h, et les samedis de janvier et de février, de 10 h à 16 h.

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de janvier et de février, de 10 h à 16 h.

www.epq.gouv.qc.ca

Épargne Placements Québec

• LES ACTUALITÉS •

La sonde Huygens atterrit sur une lune de Saturne

MELISSA EDDY

Darmstadt, Allemagne — Après un voyage de sept ans et sa séparation de l'orbiteur Cassini à Noël, la sonde européenne Huygens a achevé hier son odysée spatiale, atterrissant sur le sol de la mystérieuse et glacée Titan, la plus grande lune de Saturne.

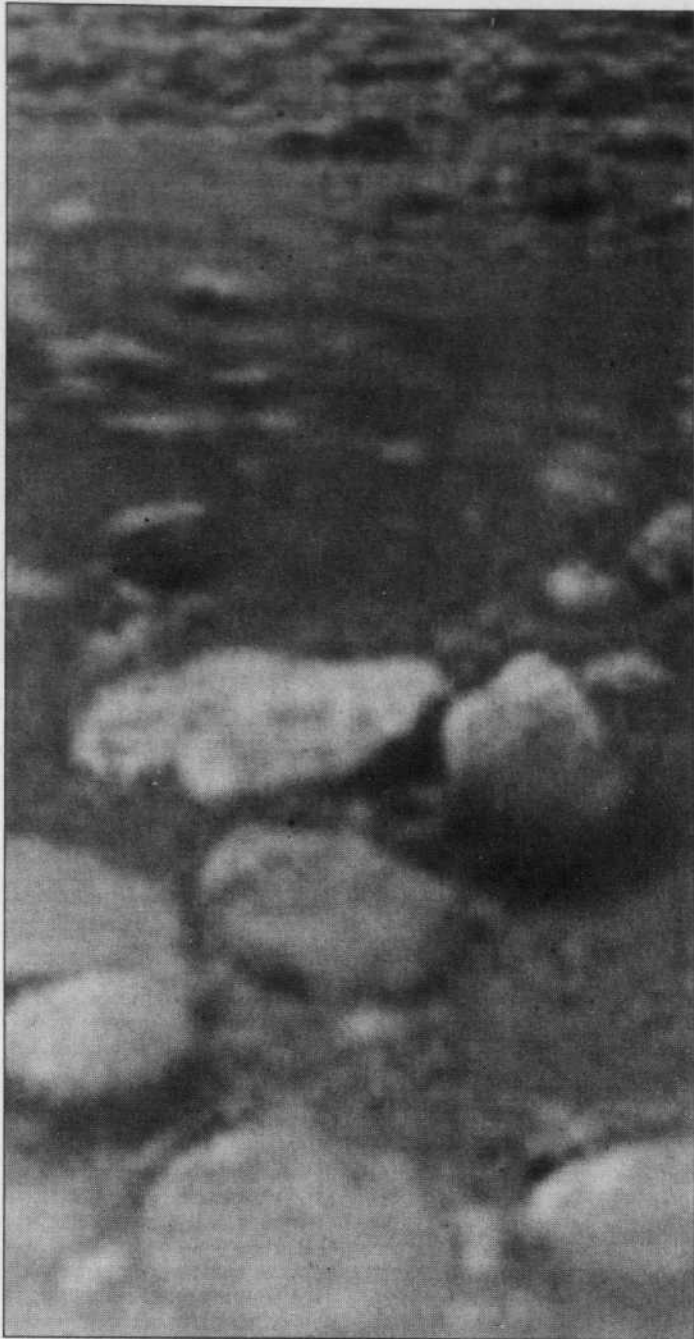
L'Agence spatiale européenne (ESA) a confirmé que la sonde avait transmis des données collectées dans l'environnement de Titan, qui pourraient aider à mieux comprendre les origines de la vie sur Terre. Les responsables de la mission savent que Huygens a atterri en douceur car elle continuait à transmettre des données bien après s'être posée, comme l'a précisé David Southwood, directeur scientifique de l'ESA.

«Nous sommes les premiers visiteurs de Titan», a lancé, euphorique, le directeur général de l'ESA, Jean-Jacques Dordain. «Les données scientifiques que nous rassemblons maintenant vont dévoiler les secrets de ce nouveau monde. C'est un succès fantastique pour l'Europe.» La sonde devait notamment envoyer des données sur l'atmosphère de Titan et des images.

Entre le début de sa descente sur Titan et les moments qui ont suivi son atterrissage, il était prévu que Huygens transmette des données vers la Terre pendant moins de trois heures. Mais il s'avère qu'elle continuait à émettre après plus de cinq heures hier, à la plus grande joie des responsables de la mission. «C'est beaucoup plus longtemps que nous ne l'avions rêvé», a souligné M. Southwood.

La sonde était conçue pour continuer à transmettre pendant au moins trois minutes après son atterrissage, avant que ses batteries ne soient épuisées ou que Cassini, chargé de relayer ses données vers la Terre, ne soit hors de portée.

Huygens est entrée dans l'atmosphère de Titan, situé à quelque 1,2 milliard de kilomètres de la Terre, peu après 9h GMT. Au centre de contrôle de l'ESA à Darmstadt, en Allemagne, les responsables de la mission avaient les larmes aux yeux lorsqu'a été reçu le premier



NASA-REUTERS

La sonde européenne Huygens a commencé à transmettre à la Terre ses premières photos de la principale lune de Saturne.

signal radio émis par la sonde, un peu plus d'une heure après le début de sa descente.

Huygens s'est séparée de l'orbiteur américain Cassini le 25 décembre pour se diriger seule vers

Titan, première lune autre que celle de la Terre à être explorée par un engin spatial. Baptisée d'après le découvreur de Titan, l'astronome hollandais du XVII^e siècle Christiaan Huygens, la son-

de transportait des instruments pour étudier notamment l'atmosphère de l'astre.

En sommeil, les systèmes de Huygens se sont remis en route comme prévu avant l'entrée dans l'atmosphère de Titan. La sonde a réalisé l'essentiel de sa mission durant sa descente, d'une durée de deux heures et demie, qui a été ralentie par un premier parachute principal puis par un deuxième plus petit.

Pendant son plongeon, elle devait étudier la composition de l'atmosphère de Titan, la vitesse des vents, et également prendre des images de la surface. Toutes ces données devaient être transmises à l'orbiteur Cassini, chargé de les relayer vers la Terre.

Titan est la seule lune du système solaire à posséder une atmosphère significative. Riche en azote et contenant environ 6 % de méthane, elle serait une fois et demie plus épaisse que celle de la Terre.

Alfonso Diaz, administrateur scientifique de la NASA, a expliqué que Titan pourrait offrir des indices sur les conditions dans lesquelles la vie a pu apparaître sur Terre. «Titan est une machine à remonter le temps. Elle nous donnera l'occasion d'étudier les conditions qui ont pu exister sur Terre au départ. Elle a peut-être préservé, en les congelant, de nombreux composés chimiques qui ont ouvert la voie à la vie sur Terre.»

Huygens est également dotée d'instruments pour examiner la surface de Titan au moment de l'atterrissage. Les scientifiques ne savent pas exactement quelle est la nature du sol que la sonde a rencontré en se posant à une vitesse de 35 km/h. Une chose est sûre, elle devait se retrouver dans un environnement glacial, où règne une température de -180 degrés.

La mission Cassini-Huygens, opération conjointe de la NASA, de l'ESA et de l'agence spatiale italienne, avait été lancée le 15 octobre 1997 pour étudier Saturne, ses anneaux spectaculaires et ses nombreuses lunes. Si, pour Huygens, le voyage arrivait à son terme, Cassini doit encore poursuivre sa mission autour de Saturne pendant quatre ans.

Associated Press

Québec versera 60 millions aux bibliothèques scolaires

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Québec a décidé de délier quelque peu les cordons de sa bourse en accordant 60 millions sur trois ans pour renflouer les bibliothèques scolaires, dont les rayons se sont dégarnis après des années de sous-financement.

Le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, a annoncé hier son plan d'action qui permettra d'acquiescer en moyenne cinq livres par élève. Il s'agit en fait d'un investissement net de 40 millions d'argent neuf, qui vient s'ajouter aux 20 millions déjà dépensés à cette fin dans les commissions scolaires.

D'abord les gars

Le plan gouvernemental vise tout particulièrement les garçons, moins enclins à se plonger dans un livre que les filles, ce qui contribuerait à leur plus faible niveau de réussite scolaire, comme le démontrent plusieurs études.

«Une attention particulière devra être portée à l'acquisition de livres susceptibles de capter l'intérêt de lecteurs dits récalcitrants, qui ne sont pas portés naturellement à la lecture, dont la majorité sont des garçons», a déclaré le ministre Reid. Ainsi, les bandes dessinées, les textes humoristiques, les livres scientifiques et les journaux seront à l'honneur sur les rayons.

Outre l'achat de livres, le plan prévoit aussi l'organisation de deux concours pour «reconnaître des projets qui mettent la lecture en vedette», dont un qui vise spécifiquement les garçons. Un coffre à outils destiné aux parents et aux enseignants sera également conçu pour promouvoir la lecture. Un camp littéraire pour les enseignants et un col-

loque sur la lecture chez les jeunes seront aussi organisés.

Heureux de cet investissement, le président de la Fédération des commissions scolaires, André Caron, a cependant prévenu le ministre lors de l'annonce de son intention de repasser au guichet dans l'avenir. Il espère obtenir des fonds supplémentaires pour le renouvellement des collections, l'informatisation des bibliothèques et l'embauche de personnel pour les animer. «On va tenter d'aller chercher des sous pour rehausser le niveau de ressources humaines dans les bibliothèques à l'équipe de travail sur la pérennité des services publics [décollant du Forum des générations]», a précisé M. Caron.

Un bémol

Saluant avec un «contentement mitigé» l'investissement, le président de la Centrale des syndicats du Québec, Réjean Parent, aborde dans le sens de son vis-à-vis patronal. «On ne peut mettre des centaines de livres dans les écoles et les abandonner sur le comptoir sans classification. On alors, dans trois ans on va être revenus à la case départ», a déclaré M. Parent, qui reconnaît toutefois que le plan constitue un «pas dans la bonne direction».

C'est aussi l'expression employée par la porte-parole de la Coalition en faveur des bibliothèques scolaires, Jocelyne Dion. «C'est une prise de conscience de l'importance de la lecture et du rôle que les bibliothèques scolaires ont à jouer dans le développement du goût de la lecture», a affirmé Mme Dion, ajoutant qu'il y a encore «beaucoup de boulot à abattre».

Le Devoir

EN LIVRAISON

EN LIVRAISON

Le Broadway

65, René-Lévesque Est

- * UN SITE PRIVILÉGIÉ
- * DES AMÉNAGEMENTS D'AVANT-GARDE
- * UNE ARCHITECTURE CLASSIQUE

DISPONIBLES :		VALIDE JUSQU'AU
1 CHAMBRE	149 000	30 JANVIER 2005
2 CHAMBRES	189 000	Taux hypothécaire
2 CHAMBRES	259 000	de 3,95% sur 5 ans
PENTHOUSE	499 000	au Broadway

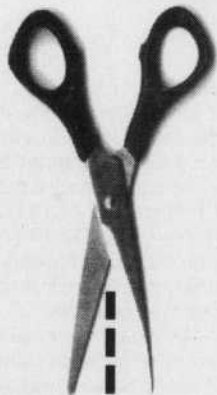
www.apploft.com
514-396-6480

PHASE II EN RÉSERVATION 801 rue Sherbrooke Est

PRIX PRÉFÉRENTIELS / LIVRAISON FIN 2005

STUDIOS / LOFTS / PENTHOUSES / VUES EXCEPTIONNELLES

Pour retrouver votre ligne, suivez le pointillé.



LAISSEZ-PASSER GRATUIT

Après les Fêtes, retrouvez votre ligne au YMCA. Venez comme vous êtes !

Machines à la fine pointe.

Aucuns frais initiaux à l'inscription.

L'activité physique est l'un des programmes communautaires du YMCA dont la mission est de donner plus de vie à la vie.

VENEZ DÉCOUVRIR NOS COURS ET NOS INSTALLATIONS JUSQU'AU 23 JANVIER 2005

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

TÉL. _____

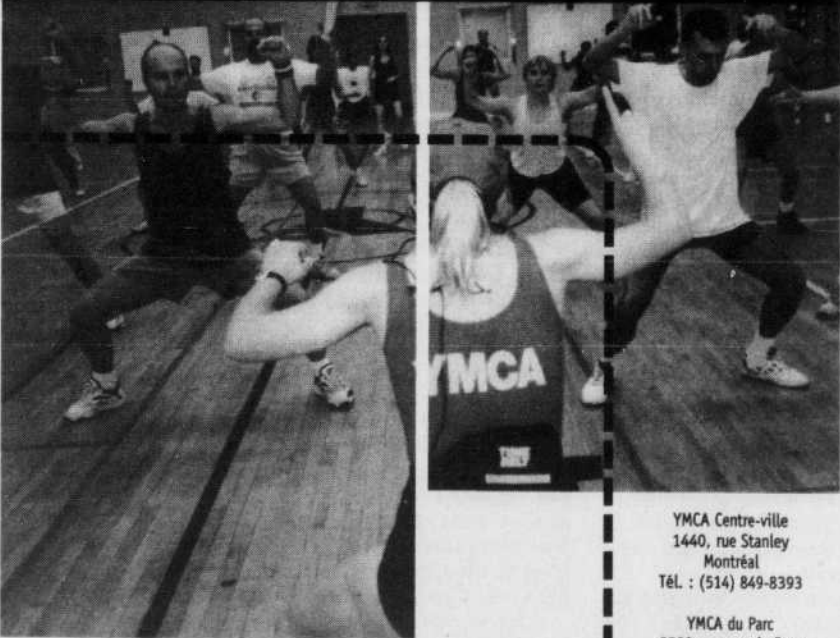


Plus de vie à la vie des jeunes, des familles et de la communauté

GRAND MONTRÉAL

Un laissez-passer par personne et pour une journée pendant cette période. Accès au vestiaire général. Apportez une carte d'identité avec photo et un cadenas.

www.ymcamontreal.qc.ca



YMCA Centre-ville
1440, rue Stanley
Montréal
Tél. : (514) 849-8393

YMCA du Parc
5550, avenue du Parc
Montréal
Tél. : (514) 271-9622

YMCA Guy-Favreau
200, boul. René-Lévesque O.
Montréal
Tél. : (514) 845-4277

YMCA Hochelaga-Maisonneuve
4567, rue Hochelaga
Montréal
Tél. : (514) 255-4651

YMCA Notre-Dame-de-Grâce
4335, avenue Hampton
Montréal
Tél. : (514) 486-7315

YMCA Pointe-St-Charles (sans piscine)
255, avenue Ash
Montréal
Tél. : (514) 935-4711

YMCA St-Laurent
1745, boul. Décarie
St-Laurent
Tél. : (514) 747-9801

YMCA West-Island
230, boul. Brunswick
Pointe-Claire
Tél. : (514) 630-9622

YMCA Westmount
4585, rue Sherbrooke O.
Westmount
Tél. : (514) 931-8046

ASSEMBLÉE PUBLIQUE SUR LE DÉFICIT LINGUISTIQUE

Le gouvernement Charest s'approprie à consacrer des sommes équivalentes pour la construction de DEUX méga-hôpitaux à Montréal, un pour les anglophones et un autre pour les francophones, alors que les anglophones représentent 12 % de la population de la grande région de Montréal.

Le club politique Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQ Libre) organise une assemblée publique pour faire le point sur le déficit linguistique avec :

FERNAND DAOUST
Le monde du travail

FREDÉRIC LACROIX
Le financement des universités et des méga-hôpitaux

LORRAINE PAGÉ
Le monde de l'éducation

Et la participation chantée de **YVES LAMBERT**

Mercredi, 19 janvier 2005
au Centre social des Cols bleus regroupés de Montréal
9650, rue Papineau, 19 h 00
Entrée : 5 \$

Pour infos : SPQ Libre, Tél. : (514) 284-1729, www.spqlibre.org

SOLDES de fin de saison jusqu'à **70%**

Vous trouverez des griffes Allemandes, Canadiennes et Québécoises.

La boutique qui possède la renommée de la beauté et du service personnalisé.

Importations Les Élysées

2704, boulevard de la Concorde Est, Laval
(450) 662-1168

mardi - mercredi 10h à 17h30
jeudi - vendredi 10h à 18h
samedi 10h à 16h

apriori

• LES ACTUALITÉS •

Les industries les plus actives

Quelles industries font le plus activement du lobbying et font le plus pression sur le gouvernement? Difficile de le savoir précisément, car ce domaine reste très opaque et peu loquace. Par contre, dans les conversations avec les fonctionnaires, le personnel politique ou les ministres, les mêmes industries reviennent sans cesse lorsqu'on demande lesquelles sont les mieux organisées: celles de la pharmacie, de l'automobile, du textile, des mines, de l'aérospatiale, du pétrole, de la santé et des banques viennent toujours en tête de liste. Les géants qui évoluent dans des domaines liés à la propriété intellectuelle, comme Microsoft, Apple, Intel ou Nortel, sont aussi très actifs.

Ces industries et toutes les entreprises qui les composent utilisent deux types de lobbyistes: d'abord, leurs employés à l'interne dédiés à ce champ d'activité, normalement relations gouvernementales — il n'est jamais écrit lobbyiste sur les cartes d'affaires; puis, des firmes de consultants comme Hill and Knowlton, Earncliffe ou Global Public Affairs pour des dossiers plus complexes ou qui demandent de meilleurs contacts dans la machine politique.

«Nous faisons beaucoup de lobbying et nous allons continuer à en faire aussi longtemps que nous n'aurons pas le meilleur environnement possible où évoluer, comme toutes les industries au pays le font», soutient Jacques Lefebvre, de Rx&D, l'association qui fait du lobbying pour les grandes compagnies pharmaceutiques. Ces dernières font toutes leur propre lobbying individuellement, en plus de celui effectué par leur association. Rx&D, qui compte deux employés à temps plein pour faire du lobbying, engage aussi trois firmes de consultants selon les dossiers, dont la très puissante Earncliffe, près du premier ministre Paul Martin.

Comme les autres industries, les sommes que les compagnies pharmaceutiques engouffrent chaque année en lobbying sont considérables. Il est par contre impossible de savoir combien d'argent est consacré à cette activité au pays, puisque rien n'oblige les entreprises à dévoiler leurs chiffres, contrairement aux lois en vigueur dans plusieurs États américains. Le monde des marchands d'influences est très discret et les entreprises se gardent bien de parler d'argent. «On parle certainement de plusieurs centaines de millions de dollars par année», soutient John Chenier, ancien lobbyiste et éditeur de la publication spécialisée *Lobby Monitor*, la bible du milieu.

Alec Castonguay
Le Devoir

Les amis lobbyistes de Paul Martin

Les liens entre les lobbyistes et le pouvoir n'ont jamais été aussi étroits que sous Paul Martin. Des dizaines de lobbyistes gravitent autour du premier ministre, avec en tête de liste l'influente firme Earncliffe.

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le 16 décembre dernier, à midi, le restaurant parlementaire, situé au sixième étage de l'édifice principal, était bondé de clients. La session venait de prendre fin et le gratin politique et bureaucratique se voyait une dernière fois avant de reprendre la route pour fêter Noël chacun dans son coin de pays. Au milieu des sénateurs, des députés, des ministres et des fonctionnaires, plusieurs lobbyistes distribuaient poignées de main et sourires.

Parmi eux, Dennis Dawson, ami intime du premier ministre Paul Martin, qui a travaillé sans relâche durant 20 ans pour propulser son ami au sommet de la politique canadienne. Après s'être présenté comme candidat libéral dans la région de Québec aux dernières élections fédérales, Dennis Dawson a repris sa place au sein de la firme de lobbying Hill and Knowlton Canada. Ses clients, qui cherchent à tirer profit de ses importants contacts, sont, entre autres, Bell Canada et la compagnie américaine de produits chimiques Afton.

Mais Dennis Dawson est loin d'être le seul ami lobbyiste que compte Paul Martin. Plusieurs marchands d'influences l'ont aidé à se hisser au sommet et travaillent aujourd'hui à ses côtés comme proches conseillers, alors que d'autres œuvrent toujours chez des firmes de consultants, notamment chez la très puissante firme Earncliffe.

«Pour accéder à Paul Martin, il faut absolument faire affaire avec un lobbyiste bien branché, on n'a pas le choix. Ce n'était pas comme ça avec Jean Chrétien. Le système est en train de changer avec les libéraux d'affaires, les libéraux plus près des entreprises, comme avec l'équipe de Martin», soutient Duff Conacher, coordonnateur de Democracy Watch, un organisme sans but lucratif qui s'est donné pour mission de surveiller le milieu du lobbying et ses relations avec le pouvoir.

D'ailleurs, près de 40 lobbyistes

ont travaillé activement pour Paul Martin lors de la dernière campagne électorale. Les rassemblements politiques du premier ministre, ses campagnes de financement et ses dîners privés permettent de croiser un nombre impressionnant de lobbyistes ou d'anciens lobbyistes.

L'accès au premier ministre

Le bon vieux bouche à oreille reste la méthode la plus utilisée par les compagnies pour choisir une firme de lobbying plutôt qu'une autre. Et les contacts des lobbyistes pèsent lourd dans la balance. «Dans le milieu, ça se sait que telle firme a plus facilement accès au ministère des Finances, une autre au CRTC, une autre au premier ministre. Les compagnies choisissent en fonction de ça aussi», explique Jenefer Curtis, journaliste pigiste qui travaille depuis deux ans à un livre sur les lobbyistes à Ottawa.

Certaines ressortent du lot et peuvent prétendre être efficaces dans plusieurs dossiers et auprès de plusieurs ministères. Des firmes comme Global Public Affairs, GPC International, Tactix, Hill and Knowlton ou Sussex Strategies sont souvent mentionnées comme étant très efficaces. Et évi-

demment, l'incontournable firme Earncliffe. Jamais dans l'histoire du pays une firme de lobbying n'a eu autant accès au bureau du premier ministre que cette dernière.

«Tout le monde sait qu'Earncliffe, c'est Earncliffe, et qu'elle a ses entrées. À chaque changement de gouvernement, certaines firmes deviennent plus branchées au pouvoir en raison des contacts établis depuis des années. Mais là, ce n'est pas une coïncidence», soutient Carol Montreuil, lobbyiste et vice-président pour l'est du Canada de l'Institut des produits pétroliers (ICPP).

Pas une coïncidence, en effet. La firme Earncliffe est littéralement née avec le succès politique de Paul Martin. À l'intérieur de ce qu'on nomme dans le milieu politique fédéral le «board de Paul Martin», c'est-à-dire son équipe de 12 conseillers, plusieurs proviennent de chez Earncliffe ou y travaillent encore. Ce groupe informel, constitué d'amis du premier ministre, le suit depuis qu'il nourrit des ambitions politiques, soit près de 20 ans.

Le «board» est officiellement né en 1990, lorsque Paul Martin s'est lancé dans la course au leadership du Parti libéral du Canada contre Jean Chrétien. Un an auparavant, Earncliffe voyait le jour. Et marquait le début de la collabo-

ration entre Paul Martin et le monde des lobbyistes.

Scott Reid, conseiller actuel de Paul Martin au bureau du premier ministre et responsable de ses communications, a fait un séjour chez Earncliffe. David Herle, qui a dirigé la campagne électorale de Martin en Ontario au dernier scrutin, est un associé important chez Earncliffe.

Et impossible d'être plus près du pouvoir que Michael Robinson, président d'Earncliffe. C'est lui qui a dirigé l'équipe de transition de Paul Martin lorsque ce dernier a succédé à Jean Chrétien en 2003. Michael Robinson a donc pu mettre le nez dans tous les documents confidentiels du gouvernement pour pouvoir préparer la passation des pouvoirs, avant de retourner comme si de rien n'était chez Earncliffe. Personne chez Earncliffe n'a donné suite aux appels du *Devoir*. Rien d'anormal, puisque cette boîte est extrêmement discrète.

Parmi les amis lobbyistes du premier ministre, il faut ajouter Francis Fox, homme d'affaires qui a déjà prêté ses services de marchand d'influences à l'empire Rogers et qui a été le secrétaire de cabinet de Paul Martin jusqu'en septembre dernier, avant de reprendre la route du privé et d'occuper le poste de co-

président de la société du Havre, à Montréal. Dennis Dawson, lobbyiste pour Hill and Knowlton, fait partie du «board». Terrie O'Leary, elle aussi dans ce groupe sélect et collaboratrice de longue date de Paul Martin, notamment au ministère des Finances, est la compagne de vie de David Herle, lobbyiste chez Earncliffe.

Toutes ces personnes suivent et conseillent Paul Martin depuis de nombreuses années. Le passage de Martin au ministère des Finances et les nombreux contrats remportés par Earncliffe durant les années 90 a permis à la firme de développer sa compétence et d'asseoir sa réputation d'influence.

Earncliffe est ce qu'on appelle dans le milieu des lobbyistes une «boutique», soit une firme qui prend peu de clients mais qui s'en occupe mieux et les fait payer évidemment plus cher. «Le nombre de clients ne veut pas dire grand-chose, tout dépend des services rendus et de l'influence que chaque firme peut offrir», explique John Chenier, ancien lobbyiste et éditeur de la publication spécialisée *Lobby Monitor*. Les services d'Earncliffe coûtent certainement bien plus cher que d'autres. Tout le monde ne peut pas se les payer.

Le Devoir



JIM YOUNG, ARCHIVES REUTERS

Le premier ministre Paul Martin compte de nombreux lobbyistes dans son entourage. Cette photo, prise le 21 novembre 2003, nous le montre en compagnie des membres de son comité de transition après l'annonce de la démission de Jean Chrétien, dont Michael Robinson (à gauche), président de la firme de lobbying Earncliffe, ainsi que Dennis Dawson (troisième à gauche), qui travaille au sein de la firme de lobbying Hill and Knowlton Canada.

La suite du dossier lundi: ■ l'éthique et les cadeaux

■ Le lobbying canadien aux États-Unis

INFLUENCES

SUITE DE LA PAGE 1

et qui demandent l'aide du gouvernement, etc.

Chaque enjeu de société est scruté à la loupe par les compagnies, qui mandatent ensuite des lobbyistes pour influencer sur le cours des choses. À chaque décision du gouvernement, les marchands d'influences sont à l'œuvre.

Et avec des enjeux de plus en plus complexes, aux ramifications et impacts multiples, rien d'étonnant à ce que le nombre de lobbyistes qui gravitent autour de la colline parlementaire explose. L'univers de ces marchands d'influences est en véritable ébullition depuis quelques années. Ils sont partout à Ottawa et prennent une place considérable dans le processus de décision gouvernemental. En 1997, lorsque la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes a été renforcée, ils étaient 1100 à être inscrits. Ils sont aujourd'hui plus de 1700. Et ce chiffre grossit chaque mois.

«C'est actuellement ce que le milieu nomme "la tempête parfaite" [perfect storm], explique John Chenier, lui-même ancien lobbyiste et aujourd'hui éditeur de la publication spécialisée *Lobby Monitor*, sorte de bible du milieu. Toutes les conditions sont réunies depuis quelques années pour faire exploser le nombre de lobbyistes. Le gouvernement a d'énormes surplus qu'il doit dépenser, ce qui est bon pour les lobbys. L'économie va aussi très bien, donc les compagnies font des profits et peuvent engager des lobbyistes pour surveiller leurs intérêts. L'activité est très intense.»

D'ailleurs, les politiciens le ressentent. «C'est rendu de la folie!», s'exclame le sénateur Marcel Prud'homme, qui arpente la colline parlementaire depuis 40 ans. Ce dernier a d'abord été député, puis ministre libéral, avant

d'être nommé sénateur. «Il y a beaucoup plus de lobbyistes qu'avant, il n'y a aucun doute possible», ajoute-t-il. Jack Layton, chef du NDP, confiait au *Devoir* qu'il était très sollicité, même s'il représente le plus petit parti à la Chambre des communes. «Il y a des lobbyistes partout!», lance-t-il. Même son de cloche au Bloc québécois. «Je pourrais souper avec des lobbyistes deux fois par jour si je voulais», dit Serge Ménard. Je n'ai jamais vu une telle activité, même à Québec, quand j'étais ministre. C'est beaucoup plus gros ici.»

La profession est effectivement en constante progression, confirme Léo Duguay, lobbyiste pour Hill and Knowlton et président de l'Institut de relations gouvernementales, l'association des lobbyistes à Ottawa. «En 1969, le métier n'existait pas au Canada, mais depuis, ça augmente de façon régulière, dit-il. C'est loin d'être devenu comparable à ce qui se pratique à Washington, mais c'est une activité importante.» Washington et ses 25 000 lobbyistes, au bas mot, sont effectivement dans une classe à part (voir texte de lundi prochain).

L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement minoritaire explique en partie l'insistance des lobbyistes. «Ça demande plus d'efforts pour eux, car un gouvernement minoritaire, c'est le flou total sur l'écran radar», explique John Chenier. C'est moins stable, on est moins certain des projets de loi qui vont aboutir et il y a beaucoup plus de gens à convaincre et à sensibiliser, car tous les partis ont une importance.»

Qui influencer?

Contrairement à l'idée répandue, la majeure partie du lobbying ne se fait pas auprès des députés ou des ministres, mais bien auprès des fonctionnaires. C'est la machine gouvernementale qui subit les assauts bien

avant les élus. «Les députés et les ministres changent, mais les fonctionnaires restent», souligne Jenefer Curtis, une journaliste pigiste qui cotoie des lobbyistes depuis deux ans pour rédiger un livre qui doit paraître dans les prochains mois. «En plus, c'est important d'influencer celui qui fait les recommandations au ministre.»

«C'est vrai, 90 % du lobbying se fait auprès des fonctionnaires. Quand ça coïncide en bas on qu'ils veulent être sûrs de leur coup, les lobbyistes s'attaquent au ministre, mais c'est plus rare», confie un conseiller politique qui œuvrait à Industrie Canada auparavant, soit le ministère le plus sollicité par les lobbys (voir tableau 1).

Quant les analyses pour les nouveaux programmes ou les futures lois arrivent au personnel politique, le travail des lobbyistes est déjà presque complété. «On sent l'influence quand ça arrive à nous, c'est visible à la façon dont c'est écrit, dit ce conseiller. Mais en même temps, c'est normal, parce que les enjeux sont souvent complexes et durs à comprendre, alors les fonctionnaires ont eux aussi besoin de renseignements. C'est là que les lobbyistes entrent en action.»

Pour s'assurer de garder l'écoute attentive des fonctionnaires, le principe est le même en lobbying que dans les autres domaines: il faut entretenir la confiance. «Il faut toujours être à l'œuvre, pas juste quand un gros dossier approche, sinon il est trop tard. La confiance des gens, ça se travaille à long terme. C'est dur d'enfoncer les portes, alors il faut les garder ouvertes», souligne Jacques Lefebvre, vice-président des affaires publiques chez Rx&D, soit l'association qui représente les puissantes compagnies pharmaceutiques. Ce dernier est enregistré comme lobbyiste à Ottawa, lui qui entre 1997 et 2001 a travaillé pour les ministres Sheila Copps et Don Boudria, avant de

faire le saut dans le secteur privé.

D'ailleurs, beaucoup de lobbyistes ont déjà été en poste au gouvernement, soit comme haut fonctionnaire, soit au sein du personnel politique, comme député ou ministre. Par exemple, Lyle Vanclief, ancien ministre de l'Agriculture sous Jean Chrétien, s'est joint à la firme de lobbying Hill and Knowlton en juillet dernier. Nicole Hurlubise, anciennement au bureau du premier ministre, a été recrutée par Summa Strategies le mois dernier. Les exemples se comptent par centaines.

«C'est sûr qu'on rappelle plus rapidement un ancien ministre ou un ancien haut fonctionnaire, soutient John Chenier. C'est comme dans tous les domaines, les gens font confiance à ceux qu'ils connaissent. Leur expérience vaut de l'or.»

Les soupers et lunchs d'affaires se multiplient donc au rythme des intérêts de chaque lobby. Les billets pour le hockey — quand il y en a! — et le football sont aussi très en demande, tout comme les places pour les concerts. Selon nos informations, malgré les lois qui encadrent ces petits cadeaux, les bureaucrates sont loin de s'en priver (voir texte lundi prochain). Par contre, la plupart des lobbys ne fonctionnent pas avec des cadeaux, chacun développant sa propre stratégie.

D'ailleurs, mettre de son côté un fonctionnaire ou un élu n'est pas la tâche principale d'un lobbyiste. Selon John Chenier, près de 70 % du travail consiste à donner de l'information aux fonctionnaires lorsque ceux-ci le réclament et à colliger pour son entreprise des données sur les intentions du gouvernement. Un travail de veille, en quelque sorte. «C'est souvent assez plate et fastidieux», dit-il.

Le Devoir

LES DIX FIRMES DE LOBBYING LES PLUS IMPORTANTES À OTTAWA		
Firmes	Nombre de clients (avril 2004)	Quelques clients actuels
Capital Hill Group	84	Aventis, British Airways, Canadian Tire, China Minmetals, Hewlett-Packard, Molson, Oracle, JTI-MacDonald
Global Public Affairs	68	Chevron Texaco, Hershey, Irving, Kraft, McCain, Nova Bus, Quaker, Shell, Transcontinental Media
GPC International	68	Apple, Dell, FedEx, Intel, Motorola, Sony, Corporation Financière Power
Hill & Knowlton Canada	64	Airbus Military, Bennett Environment, Bristol Myer Squibb, Heinz, Compagnies Pharmaceutiques (Rx&D), Comité olympique canadien, Gouvernement du Nunavut, West Jet
CFN Consultants	58	Bombardier Défense, Heroux Devtek, Israel Aircraft Industries, Lockheed Martin Aéronautique, Microsoft
Osler, Hoskin & Harcourt	56	3M, Alcan, AT&T Canada, BCE Inc., Canwest, General Electric, General Motors, Imperial Tobacco, Nortel, Banque Royale, Time Warner
Canadian Corporate Consultants	51	Future Shop, Collège Algonquin, Aluminium Power, Continental Waste Conversion
Sussex Strategy Group	45	Société d'Alzheimer, AstraZeneca, Molson, RAI International, Sunco Energy, UPS
Gowling Lafleur Henderson	44	Amazon.ca, Bayer, Boeing, Ville d'Hamilton, JDS Uniphase, Nav Canada
Earncliffe	44	Astral Media, Compagnies pharmaceutiques (Rx&D), Canadian Pacific, EDS Canada, Labatt, Microsoft, Petro-Canada

Sources: The Federal Lobbyists 2004 et Industrie Canada



Source: The Federal Lobbyists 2004 (ARC Publications)

LE MONDE

Le prince étourdi devra se rendre à Auschwitz

JEREMY LAURENCE

Londres — Le prince Charles, apparemment furieux de la gaffe de son fils cadet Harry, a ordonné à l'intéressé ainsi qu'à son frère aîné, le prince William, de se rendre en visite privée au camp de concentration d'Auschwitz (Pologne), a écrit hier *The Sun*.

Le tabloïd britannique, qui a révélé cette semaine l'affaire du jeune Harry, rapporte également que le fils aîné de l'héritier du trône d'Angleterre avait assisté à la réception privée au cours de laquelle son jeune frère arborait une vareuse kaki et un brassard frappé de la swastika nazie.

Selon le *Sun*, le fils aîné de Charles et de feu la princesse Diana aurait même aidé Harry, 20 ans, à choisir son costume de nazi pour cette petite sauterie déguisée entre amis.

Un porte-parole du prince de Galles a refusé de commenter les informations du *Sun*, mais dans les cercles proches de la famille royale, on n'excluait pas l'hypothèse de semblable voyage des deux jeunes princes à Auschwitz, mais à titre strictement privé.

D'après le journal populaire, ce voyage surviendra dans un proche avenir et se fera en association avec une organisation caritative juive.

En revanche, il n'est pas question que William et Harry soient inclus, comme certains l'ont suggéré en guise de repentir, à la délégation officielle britannique qui assistera aux cérémonies, le 27 janvier, du 60e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz.

Harry s'est déclaré «désolé» pour le choix de son déguisement mais, dans certains milieux politiques, on estime que des excuses publiques sont indispensables pour dissiper le malaise et le scandale qui éclabousse l'ensemble des Windsor.

La presse britannique et internationale tombe, quant à elle, à bras raccourcis sur le jeune prince.

«Bouffon du roi!»

En Australie, le journal *The Australian* titre à la une «Heil Harry: le pas de l'oeil du prince est un pas de clerc», tandis qu'aux États-Unis, le *New York Post* traite sans vergogne Harry de «prince nazi».

En Allemagne, un quotidien à grand tirage se demande ce qu'en aurait pensé sa mère, surnommée de son vivant «la princesse du peuple» en raison de sa compassion.

«J'ai l'estomac tout retourné à l'idée que le troisième dans l'ordre de succession au trône ait arboré une croix gammée dans une réception privée pour faire cool et branché. Tu me donnes envie de gerber!», lance l'éditorialiste du journal à l'adresse du jeune homme.

En Grande-Bretagne, le très conservateur *Daily Mail* titre à la une, à l'adresse du jeune homme: «Prends ton courage à deux mains et présente des excuses sans fard!», tandis que le tabloïd *The Daily Star* le traite de «bouffon du roi».

«Léger»

Même le *Times*, l'ex-journal de l'establishment désormais propriété du magnat de la presse américano-australien Rupert Murdoch, qualifie le «désolé!» princier de «léger» et estime que le jeune homme est tombé dans les rets d'un groupe douteux de jeunes gens insouciant qui se contentent de mener une vie de privilèges vains.

En revanche, l'intéressé a reçu un soutien public inattendu au sein même de la famille royale: sa tante, la très sulfureuse duchesse d'York, a estimé que Harry était «un excellent jeune homme».

Enfin, le *Sun* révèle que l'affaire Harry aurait pu prendre une tournure encore plus grave: à l'en croire, le jeune prince a failli revêtir l'uniforme noir des SS, principaux maîtres d'œuvre de la «solution finale» rêvée par Hitler.

Reuters

Israël gèle tout contact avec Abbas après une attaque du Hamas

JEAN-LUC RENAUDIE

Jérusalem — Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a gelé hier jusqu'à nouvel ordre les contacts avec les Palestiniens après une attaque meurtrière, ruinant les espoirs d'une relance rapide des négociations nées de l'élection de Mahmoud Abbas.

Cette décision survient à la veille de la prestation de serment de M. Abbas, élu dimanche à la tête de l'Autorité palestinienne.

«Le premier ministre a décidé de geler tous les contacts, à tous les niveaux y compris sécuritaires, tant que les Palestiniens continueront à ne rien faire contre le terrorisme», a annoncé Assaf Shariv, conseiller pour les médias de M. Sharon.

Jeudi soir, six Israéliens ont été tués dans un attentat palestinien au point de passage de Karni, entre Israël et la bande de Gaza. L'attaque, qui a fait aussi cinq blessés et coûté la vie à ses trois auteurs, est la plus meurtrière depuis l'élection de M. Abbas.

«La période de grâce que nous avons accordée à Mahmoud Abbas est finie et il n'est plus question, pour au moins un bon moment, d'une rencontre entre lui et le premier ministre», a prévenu M. Shariv.

Le ministre palestinien chargé des négociations, Saëb Erakat, a critiqué cette décision.

«Nous rejetons ce gel des contacts décidé par Israël ainsi que les critiques adressées au président Mahmoud Abbas, alors qu'il n'entrera officiellement en fonction que samedi [aujourd'hui]», a affirmé M. Erakat à l'AFP. «Le meilleur moyen de relancer le processus de paix n'est pas de geler [les contacts] mais au contraire de les reprendre», a-t-il ajouté.

«Carte blanche»

Un autre conseiller de M. Sharon, Raanan Gissin, a pour sa part précisé que l'armée israélienne avait «les mains libres pour lancer des opérations car les responsables palestiniens, bien qu'ils disposent de 30 000 hommes armés dans la bande de Gaza, n'ont pas levé le petit doigt pour empêcher les terroristes d'agir et de tuer des Israéliens».

La télévision publique a précisé que l'état-major a reçu «carte blanche» pour lancer une «vaste opération» dans la bande de Gaza contre les groupes armés et reprendre les opérations de «liquidations ciblées» contre des Palestiniens impliqués «dans le terrorisme».

Israël avait déjà fermé jusqu'à nouvel ordre tous les passages frontaliers entre la bande



Funérailles à Sderot, où vivait une des six victimes israéliennes de l'attaque meurtrière.

RONEN ZVULUN REUTERS

de Gaza et l'extérieur.

«Nous ne permettrons sous aucun prétexte que des Israéliens continuent à être tués et que le retrait de la bande de Gaza [prévu cette année] se fasse sous le feu», a ajouté M. Gissin. Il a précisé que M. Sharon et ses proches collaborateurs avaient transmis ce message à des responsables européens, britanniques, américains, ainsi qu'à M. Erakat.

M. Sharon avait appelé mardi Mahmoud Abbas pour le féliciter après son élection et tous deux avaient «convenu de se reparler prochainement», avait indiqué le bu-

reau du premier ministre. Aucune date n'avait été avancée pour une rencontre entre les deux hommes, mais elle devait avoir lieu dans les prochaines semaines.

M. Abbas a condamné l'attaque de Karni en affirmant que «cette opération et celle de l'armée israélienne, qui a tué neuf Palestiniens la semaine dernière, ne contribuent pas au processus de paix».

Les Brigades des martyrs d'al-Aqsa, liées au Fatah de M. Abbas, les Brigades Ezzedine al-Qassam, la branche armée du Hamas, et les Brigades Salaheddine,

branche armée des Comités de résistance populaire, qui regroupent dans la bande de Gaza les principaux mouvements palestiniens, ont revendiqué l'attaque.

Un des dirigeants du Hamas, le principal mouvement islamiste, Hassan Youssef, a affirmé que l'attaque à Karni ne constituait pas «un message» adressé à M. Abbas mais un «acte d'autodéfense contre l'escalade de la violence israélienne et la politique d'assassinats et d'incursions».

Agence France-Presse

Immunité

Un projet de loi qui aiderait Chirac

Paris — Un sénateur UMP s'apprête à déposer une proposition de loi constitutionnelle visant à permettre à un ancien chef de l'Etat de devenir sénateur à vie et de bénéficier ainsi de l'immunité que confère ce mandat.

Une telle réforme pourrait bénéficier à Jacques Chirac, mis en cause dans plusieurs procédures, notamment sur le financement du RPR, et susceptible d'être mis en examen s'il décidait de ne pas se représenter ou s'il était battu au scrutin de 2007. Interrogé sur cette information, l'entourage du chef de l'Etat a tenu hier à souligner que «c'est une proposition parlementaire qui appartient à ses auteurs et à eux seuls» et qu'«on n'envisage pas que le système prévu par la Constitution de 1958 soit modifié».

«Notre tradition démocratique fait qu'il n'y a en France que des parlementaires élus», a-t-on souligné à l'Elysée.

Pour *Libération*, daté du 14 janvier, «il y a peu de chances» que cette proposition aboutisse car elle «nécessite une révision de la Constitution».

Sous le titre *La Chiraquie veut protéger son chef quand il quittera l'Elysée*, le quotidien explique cependant que le projet aurait été lancé par Valéry Giscard d'Estaing, mais pour un tout autre motif.

Devoir de réserve

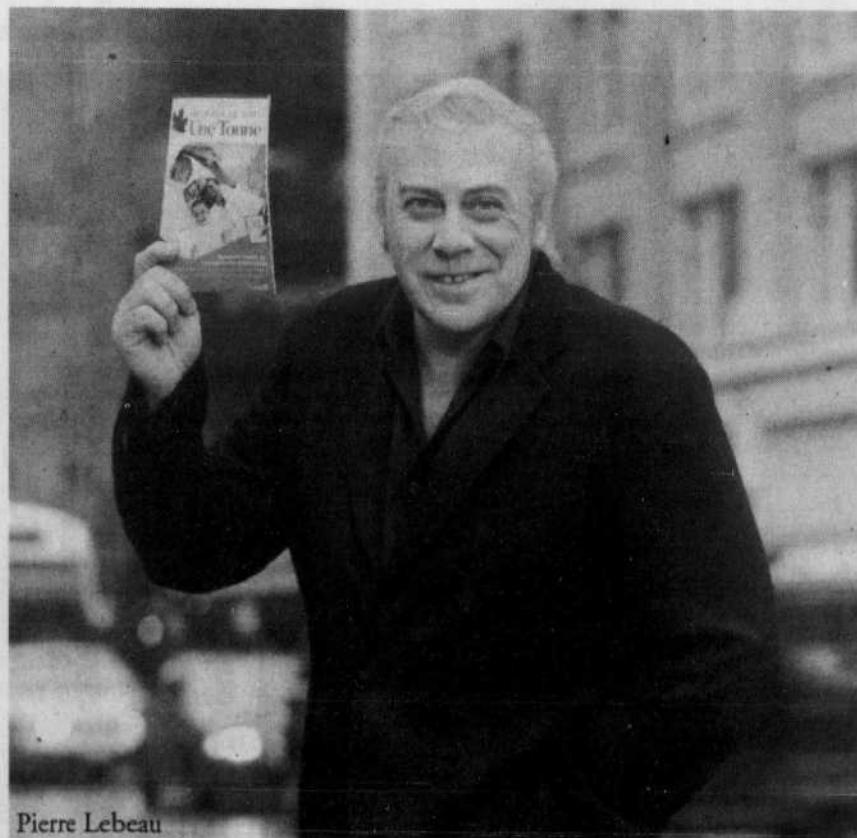
L'ex-président de 1974 à 1981, membre de droit du Conseil constitutionnel, est en effet soumis de ce fait à un devoir de réserve qui l'empêcherait de s'exprimer, en particulier sur la Constitution européenne, dont il est l'artisan.

L'idée aurait donc surgi de faire des anciens chefs de l'Etat non plus des membres de droit du Conseil constitutionnel mais des sénateurs.

Le texte mis au point par Patrick Gélard propose que les anciens présidents de la République deviennent membres de droit et à vie du Sénat et qu'ils puissent ainsi bénéficier de l'immunité prévue par l'article 26 de la Constitution.

Reuters

Fauteuil inclinable Rég. 1 350 \$ vendu 675 \$	SOLDE JUSQU'À 70% DE RÉDUCTION marchandise en inventaire	Canapé-lit Rég. 2 995 \$ vendu 800 \$	Sofa deux morceaux 92" Rég. 5 310 \$ vendu 2 125 \$	 ACTUEL 5 DEPUIS 20 ANS Sur rendez-vous (514) 335-0705
12435, Joseph-Édouard-Barnson, Montréal				
Tables de salle à dîner, lampes, tables à café, lits, literies, tableaux, carpettes, tables et chaises pour dînette, sofas, divans-lits, fauteuils, etc.				



Pierre Lebeau

Relevons le défi partout au Canada

Chaque Canadien produit en moyenne cinq tonnes de gaz à effet de serre par année. Chauffer et climatiser nos maisons, conduire, se servir des appareils électriques... presque toutes les activités qui requièrent de l'énergie provenant de combustibles fossiles produisent aussi des gaz à effet de serre (GES). Et ces gaz contribuent aux changements climatiques.

Relevons le défi d'une tonne: réduisons notre consommation d'énergie et nos émissions de gaz à effet de serre de 20 %, soit d'une tonne. Tout en économisant de l'argent, nous contribuerons à protéger l'environnement et la qualité de l'air.

Demandez votre Guide du défi d'une tonne.

Consultez le site changementsclimatiques.gc.ca ou composez le 1 800 O-Canada (1 800 622-6232), ATS 1 800 465-7735.

Défi d'une tonne Agissons contre les changements climatiques.



Gouvernement du Canada Government of Canada

Canada



Merci.

• LE MONDE •

Pour la première fois depuis 40 ans, Paris se repeuple

Paris — La population de Paris s'est stabilisée en 2004 et aurait même légèrement augmenté, après une baisse continue pendant plus de quarante ans, annonce l'Insee dans des chiffres de recensement provisoires transmis cette semaine à la municipalité.

En 2004, Paris intra-muros comptait 2 142 000 habitants contre 2 125 000 en 1999, soit un gain de 17 000 habitants (+0,8 %). En 1975, la capitale comptait 2,3 millions d'habitants contre 2,79 millions en 1962. Le maire PS Bertrand Delanoë a donné ces chiffres hier lors de ses vœux à la presse.

L'Insee a confirmé à Reuters ce chiffre, obtenu lors du premier recensement annuel de la population française. Un responsable a cependant précisé qu'il faudrait affiner ces données avec les statistiques définitives, qui pourraient varier, selon lui, dans une amplitude d'environ plus ou moins 5000 habitants.

Jugeant impossible de préciser pour l'instant le profil sociologique des «nouveaux» Parisiens, il s'est refusé à commenter les causes du phénomène.

Des associations s'inquiètent de la très forte augmentation des prix des loyers et de l'immobilier à Paris depuis 1998, qui aurait pour effet de rejeter les classes populaires et moyennes vers la banlieue, au profit des classes les plus favorisées.

La légère hausse de la population parisienne coïncide justement avec cette explosion des prix de l'immo-



ARCHIVES REUTERS
Mais ne vit pas dans la Ville lumière qui veut.

bilier, marquée par la spéculation et les ventes d'immeubles «à la découpe», contre lesquelles la Ville se dit impuissante. Dans ce cas, les locataires sont priés de choisir entre l'achat de leur logement à prix très élevé ou une résiliation de leur bail. Malgré ce phénomène, le maire Bertrand Delanoë estime que la capitale a gagné «nécessairement des jeunes et des familles».

Reuters

L'officier qui jetait les prisonniers à la mer

Le premier procès d'un présumé tortionnaire de la junte argentine s'est ouvert à Madrid

HÉBERT ARMENGAUD

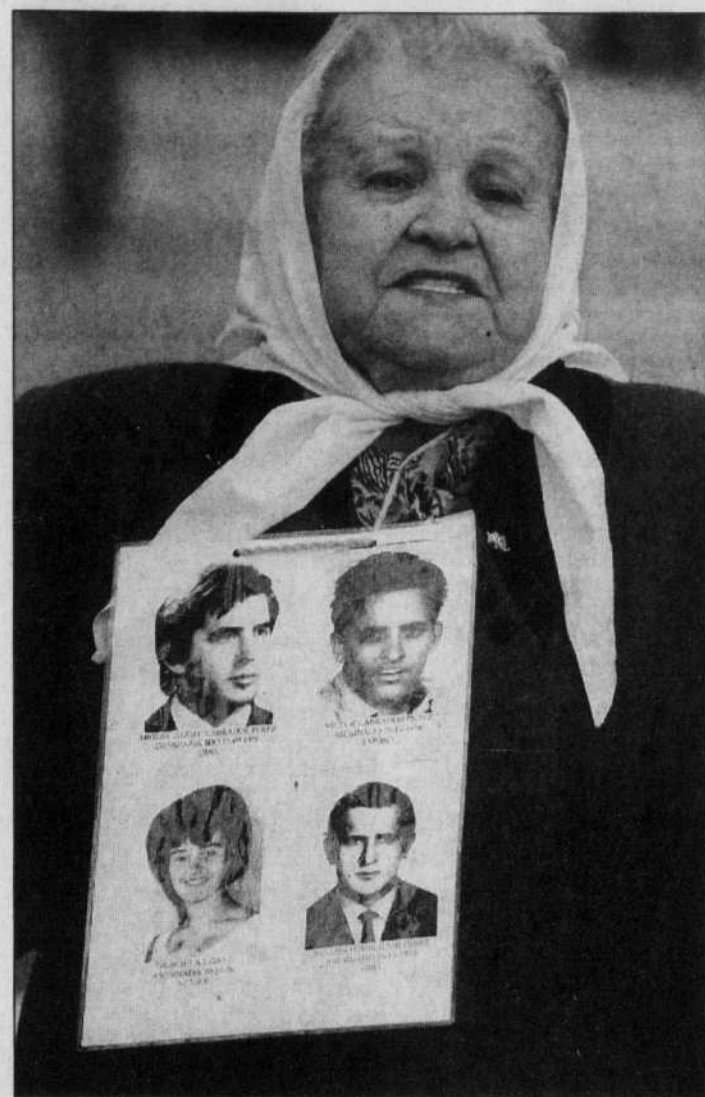
C'est le procès le plus attendu depuis des années par toutes les familles de victimes des dictatures latino-américaines des années 70 et 80. Le premier procès d'un officier de la répression en Argentine, Adolfo Scilingo, ex-capitaine de la Marine argentine, ex-tortionnaire présumé, est jugé depuis hier à Madrid pour des cas de tortures et d'assassinats pour lesquels la justice espagnole réclame au total 6626 années de prison (en Espagne, les peines se cumulent et se réduisent ensuite dans les faits à trente ans, peine incompressible).

Repenti puis repent de son repentir, Adolfo Scilingo nie tout, aujourd'hui, après être passé aux aveux devant le célèbre juge espagnol Baltasar Garzón, fervent défenseur de la «compétence universelle» des justices nationales dans les cas de crimes contre l'humanité, ce qui l'avait conduit notamment à lancer en 1998 un mandat d'arrêt contre Augusto Pinochet pour tenter d'inculper l'ex-dictateur chilien alors de passage à Londres.

Devoir de mémoire

Adolfo Scilingo n'est pas Pinochet. Il ne fut qu'en seconde ligne de la terrible répression contre l'opposition à la dictature argentine qui a pris le pouvoir en 1976 et qui, jusqu'en 1983, a fait 30 000 morts et «disparus». Il fut cependant le premier, il y a dix ans, et reste le seul jusqu'à présent à raconter le quotidien de la répression, à confirmer ce que dénonçaient depuis des années déjà les défenseurs des droits de l'homme qui se battent pour le devoir de mémoire et de justice. L'entretien accordé au journaliste Horacio Verbitsky dans le journal argentin *Página 12* le 3 février 1995 a bouleversé le pays. Le militaire, «détruit par la culpabilité», selon Horacio Verbitsky, y raconte dans le détail comment il a participé à deux «vols de la mort», durant l'été 1977, alors qu'il était affecté à l'ESMA, l'École de mécanique de la Marine argentine, devenu centre de torture et d'assassinats.

Les «vols de la mort» consis-



PAUL HANNA REUTERS

Des parents de victimes, dont les «Mères de la place de Mai», ont manifesté hier devant le tribunal.

taient embarquer des opposants ou présumés tels dans des avions de l'aéronavale et des garde-côtes et de les jeter, vivants, à la mer. Par paquets. «C'était normal même si aujourd'hui ça paraît aberrant. Quand j'ai reçu l'ordre, je suis allé dans la cave où étaient rassemblés ceux qui allaient faire partie du vol. On leur a dit qu'on allait les transférer dans le Sud et qu'avant on allait donc les vacciner. Et on leur a fait un

vaccin. Enfin, je veux dire qu'on leur a injecté une dose de sédatif, pour les abrutir. C'est comme ça qu'on les endormait. On a chargé ces subversifs dans l'avion comme des zombies. La plupart des officiers de la Marine ont fait un vol. Tout le monde y participait à tour de rôle. Une sorte de communion. Un acte suprême que l'on accomplissait pour notre patrie. Les détenus n'avaient pas conscience qu'ils allaient mourir. Après le décollage, le médecin qui était à bord leur faisait une seconde injection, un calmant extrêmement puissant. Ils s'endormaient dans un sommeil profond. Pendant qu'ils étaient inconscients,

on les déshabillait et, quand l'avion se trouvait au large, sur ordre du commandant, on ouvrait la porte et on les jetait nus, un par un. On s'y mettait à deux. On les soulevait jusqu'à la porte. Entre 15 et 20 chaque mercredi. Pendant deux ans.»

Garzón l'inculpe

Adolfo Scilingo ne risquait rien à l'époque, du moins dans son pays: l'Argentine a voté deux lois d'amnistie qui exemptent les militaires de toute responsabilité dans la répression (lois annulées en août 2003 par le gouvernement de Néstor Kirchner).

De passage à Madrid en 1997, l'officier accepte même de témoigner devant Baltasar Garzón, qui a ouvert une instruction à la suite d'une plainte déposée par des syndicats de magistrats de gauche. «La seule façon de faire avancer l'enquête était de m'accuser moi-même: Garzón m'a alors dit qu'il enquêterait, ce qu'il n'a jamais vraiment fait», dit aujourd'hui Scilingo.

Baltasar Garzón l'inculpe, lui retire son passeport et le place en détention préventive, en mars 2001, quand l'ex-militaire retire toutes ses déclarations et se décide à nier en bloc devant le risque d'une lourde condamnation: «Je n'ai jamais participé à ces vols. Il n'y a aucune preuve. Et cette histoire de défense des disparus argentins est devenue un véritable négoce, c'est hallucinant de voir le nombre de gens qui en vivent.»

Le procès, qui doit durer plus d'un mois durant lequel de nombreux Argentins doivent témoigner par vidéoconférence, a été suspendu dès son ouverture. Adolfo Scilingo, qui ne reconnaît pas «ce tribunal illégal» et affirme être en grève de la faim, a refusé de répondre à la moindre question et même d'entrer dans la salle d'audience: en descendant du fourgon cellulaire, il a dû être porté par des gardes civils espagnols. Pour Carlos Slepoy, l'un des avocats des parties civiles, Scilingo «joue la comédie en espérant une suspension du procès».

Les médecins pénitentiaires ont affirmé que l'ex-tortionnaire était parfaitement capable de répondre aux questions du tribunal, qui reprendra le procès lundi.

Libération

Les grandes fractures de la mondialisation

L'Institut d'études internationales de Montréal vous invite à participer à la troisième de quatre tables rondes sur les changements du monde contemporain.

Fracture entre l'Occident et le monde musulman : les conséquences de la politique américaine

Le mardi 18 janvier 2005

19 h à 21 h
Pavillon Athanase-David — local D-R200
1430, rue Saint-Denis
Berri-UQAM

Quelles sont les conséquences de la politique étrangère américaine sur les différents pays ou régions musulmans ? Cette politique contribue-t-elle à déstabiliser ou délégitimer les gouvernements face à leur population ?

- Animateur
- Jean-François Lépine (Radio-Canada — Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques)
 - Louis Balthazar (Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, UQAM)
 - Thierry Hentsch (Département de science politique, UQAM)
 - Myriam Jézéquel (Département des sciences juridiques, UQAM)
 - Gilles Kepel (Institut d'Études Politiques, Paris)

Entrée libre

Renseignements
(514) 987-3667
www.iem.uqam.ca

INSTITUT
D'ÉTUDES
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL
UQAM

Islam et Occident après le 11 septembre 2001

Conférence de prestige par Gilles Kepel, professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris.

Gilles Kepel est l'auteur de nombreux ouvrages dont *Jihad* (2001) et *Fitna, la guerre au cœur de l'islam* (2004).

Le lundi 17 janvier 2005

17 h 30 à 19 h
Pavillon J.-A. DeSève, local DS-R520
320, rue Sainte-Catherine Est
Berri-UQAM

Entrée libre

INSTITUT
D'ÉTUDES
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL
UQAM

Restoration d'horloges

antiques et contemporaines

MONTRÉAL

FIXIT

Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!

4652, boul. Décarie, Montréal
514-484-8332
www.themrfixit.com
DEPUIS 1953

SOLDE

40% 50% 60%

sur toutes les collections de vêtements automne/hiver

dolce & gabbana
DOLCE GABBANA UOMO

Pour Elle
277, av. Laurier O. 270-6154
Centre de Commerce Mondial 844-9125

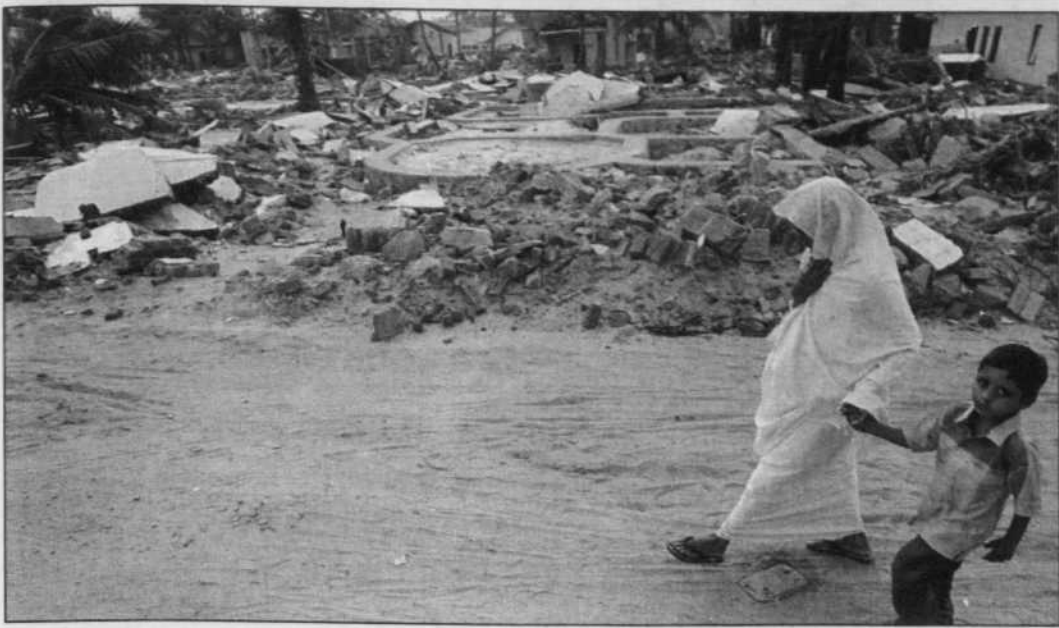
Pour Lui
Centre de Commerce Mondial 281-7999
5107, av. du Parc 277-7558

L'AGENDA

L'horaire télé,
le guide de vos soirées

Créé dans
LE DEVOIR
du samedi

• LE MONDE •



Des milliers d'enfants sont devenus orphelins dans l'île.

REUTERS

Les suites du tsunami au Sri Lanka

Les « Tigres » tamouls sont accusés de recruter des enfants déplacés

Colombo — Le Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF), informé que les rebelles tamouls du Sri Lanka recrutait comme soldats des enfants déplacés par les tsunamis du 26 décembre, a recommandé aux insurgés de ne pas « puiser » dans les centres d'accueil.

Ted Chaiban, représentant de l'UNICEF au Sri Lanka, a déclaré hier à Reuters avoir reçu des informations au sujet de trois enfants recrutés dans l'est de l'île, où les rebelles contrôlent de grandes zones de jungle. Deux d'entre eux ont pu être rendus à leurs familles depuis.

Les Tigres de libération de l'Élam tamoul (LTTE) ont engagé de

nombreux enfants au cours d'un conflit séparatiste de deux décennies suspendu avec plus ou moins de fermeté ces trois dernières années grâce à un cessez-le-feu.

« Le recrutement [...] était un problème avant les tsunamis, et c'est un problème qui reste préoccupant », a dit Chaiban.

Deux des trois enfants recrutés dans la région orientale d'Ampara — où ont péri le tiers environ des 31 000 victimes sri-lankaises des tsunamis — ont retrouvé leurs familles, mais une adolescente de 15 ans hébergée dans un camp de personnes déplacées est toujours portée disparue, a précisé Chaiban.

« On l'a vue en discussion avec

des cadres des LTTE. Elle n'est plus dans le camp, la grand-mère est venue nous signaler l'affaire. Nous allons militer avec force pour sa libération. »

Les rebelles nient recruter des enfants et font valoir que beaucoup de jeunes mentent sur leur âge pour rallier leur mouvement.

Mais depuis 2002, l'Unicef s'emploie à élucider quelque 1400 affaires d'enlèvement présumé d'enfants par des rebelles, dont plus de 400 pour la seule année 2004. Certains de ces enfants n'ont pas plus de dix ans. L'agence onusienne a résolu plus de 1200 autres dossiers similaires.

Reuters

Le FBI devra patienter avant d'obtenir son « classeur virtuel »

Washington — La police fédérale américaine (FBI) doit patienter pour profiter d'une rénovation approfondie de son système informatique, destinée à décupler ses pouvoirs d'enquête, en raison de problèmes dans la mise au point de la pièce maîtresse de ce projet, a annoncé hier le FBI.

« De toute évidence, c'est vrai », a déclaré un porte-parole du FBI, réagissant à la déclaration d'un sénateur, le démocrate Patrick Leahy, indiquant qu'un logiciel de « classeur virtuel » (VCF, *virtual case file*), clef de voûte de la réforme informatique, ne serait pas achevé comme prévu en décembre 2004.

« C'est un projet énorme, présentant des difficultés majeures [...] Ces choses prennent beaucoup de temps, a expliqué le porte-parole, Paul Bresson, et on ne peut pas tout livrer d'un coup à 27 000 employés du FBI, ça se fait petit à petit. »

Le retard pris par la modernisation du système informatique FBI est d'autant plus embarrassant que celle-ci est unanimement jugée indispensable en raison des dysfonctionnements constatés dans les enquêtes du FBI, notamment dans la traque de terroristes avant les attentats du 11 septembre 2001.

Le Congrès a débloqué plus de un demi-milliard de dollars pour

mener à bien ce projet sur quatre ans, dont 170 millions de dollars pour le programme de « classeur virtuel ».

Le *Los Angeles Times* a indiqué que le logiciel pour ce « classeur virtuel », développé par la société californienne Science Applications International, était sur le point d'être totalement abandonné. Le FBI attend les résultats d'une expérimentation en cours à La Nouvelle-Orléans, ainsi qu'un rapport commandé à un institut de recherche, pour prendre une décision à ce sujet, a précisé M. Bresson.

Agence France-Presse

Rwanda: les tribunaux de villages pourraient juger un million de présumés génocidaires

ARTHUR ASIIMWE

Kigali — Un million de Rwandais, soit un huitième de la population du pays, pourraient être poursuivis devant les tribunaux traditionnels, ou *gacaca*, créés en 2002 pour juger les personnes soupçonnées d'être impliquées dans le génocide de 1994.

« À partir de l'expérience et des données accumulées dans les premiers procès, nous estimons que le nombre de personnes qui pourraient être jugées par des *gacaca* dépassera légèrement un million », a déclaré hier à Reuters Domitilla Mukantanzwa, secrétaire exécutive de l'administration chargée des *gacaca*.

Quelque 800 000 Tutsis et Hutus modérés ont été tués au Rwanda dans les tueries d'avril à juin 1994. Mukantanzwa a ajouté que

des procès pourraient débiter dans certaines parties du pays le mois prochain et que les autres suivraient en 2006.

La tâche qui attend les tribunaux est colossale. Ils devront en effet entendre des centaines de milliers de plaintes contre des personnes aujourd'hui en liberté, souvent dans le voisinage des familles dont ils ont tué des membres.

Près de onze ans après les massacres, de très nombreux suspects attendent toujours d'être jugés par des tribunaux conventionnels.

Quelque 80 000 personnes sont emprisonnées et certains mourraient certainement derrière les barreaux avant que leur cas ne soit jugé par la justice conventionnelle.

Ces deux dernières années, des milliers d'autres suspects ont été entendus par 751 tribunaux de village, instruisant des affaires pour es-

timer si elles méritaient un examen judiciaire.

Fonctionnant sur le principe de la confession et de la repentance, les *gacaca* ont également pour but de favoriser la réconciliation nationale.

Faute avouée signifie réduction de peine, selon les règles de ces tribunaux villageois.

L'organisation de défense des droits de l'homme Amnistie internationale a estimé que le recours à cette forme de justice risquait de favoriser les jugements « sommaires et arbitraires qui négligent tant les accusés que les survivants du génocide ».

Les autorités rwandaises conviennent que les *gacaca* ne sont pas parfaits mais précisent qu'il n'y a pas de solution de rechange.

Reuters

ACADÉMIE MICHÈLE-PROVOST inc.



Collège privé mixte - fondé en 1957
agréé aux fins de subventions (MEQ)

Primaire & Secondaire

Le collège qui s'agrandit

- par son 2^e gymnase construit dans la montagne
- par son Programme de Douance, au Primaire
- par son Programme Études-Loisirs, au Secondaire

PORTES OUVERTES TOUS LES JEUDIS
ENTRE 10H ET 12H

Téléphonez au (514) 934-0596

1517 av. des Pins - Ouest - Montréal (Québec) H3G 1B3
(métro Sherbrooke et autobus 144 ou métro Guy et autobus 165/535)
www.academiemicheleprovost.qc.ca

EN BREF

Quinze militaires enlevés en Irak

Bagdad — Des assaillants ont tiré hier sur un véhicule transportant des membres de la Garde nationale irakienne à l'ouest de Bagdad, enlevant 15 agents des forces de sécurité et abandonnant l'autocar en flammes, a rapporté un responsable de la Garde nationale. L'attaque s'est produite près de Baghdad, à quelque 230 km à l'ouest de la capitale irakienne. Selon des témoins, des inconnus ont ouvert le feu — apparemment à l'aide de lance-roquettes — alors que les membres de la Garde nationale faisaient route vers le quartier général local de l'armée américaine. Un responsable de la Garde nationale à Baghdad, le colonel Hecham, a déclaré que 15 hommes avaient été enlevés. Des témoins ont fait état de victimes. Le colonel Hecham a précisé qu'aucun corps n'avait été trouvé, mais il ne disposait pas d'autres informations. — AP

Les États-Unis punissent la Serbie

Belgrade — Les États-Unis réduisent leur aide à la Serbie et Monténégro et pourraient prendre des sanctions plus lourdes si Belgrade persiste à défier le Tribunal pénal international de La Haye, a annoncé hier l'ambassadeur américain en Serbie. Le ministre serbe des Affaires étrangères, Vuk Draskovic, a déclaré qu'il n'était pas surpris par les mesures américaines.

« Depuis des mois, je mets en garde contre cette éventualité, a-t-il dit. Il est inadmissible que notre Parlement et notre gouvernement fassent de la totale coopération avec le tribunal de La Haye une priorité nationale et qu'ensuite les accusés soient protégés. » — Reuters

NOUVEAU LOFT

QUARTIER LA PETITE ITALIE

ESPACE DE BEAUTÉ D'INTIMITÉ ET DE LUMIÈRE

**70 UNITÉS LOFT OU
2 ET 3 CHAMBRES.**

À proximité du marché Jean-Talon
et du métro de Castelnau.
Aux portes de la petite Italie

DÉJÀ 70% DE VENDU!

GAGNANT DU GALA DE
L'HABITATION 2004 - PROJET MULTIFAMILIAL

LE SOPRA

HEURES DE BUREAU
MARDI, MERCREDI ET JEUDI 12:00 À 20:00
SAMEDI ET DIMANCHE 12:00 À 17:00

PROJET: 55, RUE MOLIÈRE, MONTRÉAL, QUÉBEC H2R 1N7
< BUREAU DES VENTES: 40, RUE MOLIÈRE T.514.273.9292
VISITEZ-NOUS SANS TARDER AU WWW.CORTIM.CA

ACTUALITÉS

AUTOROUTE

SUITE DE LA PAGE 1

les élections vont avoir lieu en 2007, et il n'est pas question qu'on fasse une promesse d'élections encore pour dire qu'on va le bâtir.

Selon le député Clermont, le projet chemine entre ses promoteurs et le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), un organisme obligé en vertu de la loi de demeurer totalement neutre afin d'assumer son mandat.

L'affaire d'environnement

«L'affaire d'environnement, a dit le député Clermont, ça va être en février. On parle d'un mois et demi, à peu près. On travaille avec le BAPE pour l'affaire d'environnement.» Vérification faite hier auprès de la porte-parole du BAPE, Line Lévesque, aucun contact, aucune réunion, aucune discussion n'ont eu lieu avec le BAPE, le ministère des Transports ou les députés partisans du projet. Du moins au niveau des fonctionnaires. Plusieurs ministres seraient déjà acquis au projet, y compris celui à qui la loi confie la responsabilité d'évaluer la pertinence du projet: «Je peux vous dire que les cinq députés de Laval [appuient ce projet], dont le ministre de l'Environnement: il reste à Laval et c'est un monsieur qui est député ici depuis 15 ans [dix en réalité]. C'est la priorité de M. Mulcair autant que [celle de] Mme [Michelle] Courchesne, la ministre régionale, et des autres députés. C'est notre priorité numéro un. On est tous d'accord que le pont sera construit le plus tôt possible.»

Au cabinet de Thomas Mulcair, ces fuites et déclarations ont semé une certaine inquiétude hier. On y précisait officiellement que «si le ministre est effectivement pour la construction d'un lien entre Montréal et Laval dans l'est, il n'est pas nécessairement en faveur de ce projet de pont qui est présenté par le ministère des Transports. C'est la même chose pour l'amélioration de la route 175 dans la réserve des Laurentides. Des ministres se disent en faveur du projet, mais le ministre garde ses distances.»

Le pont en question sera du type suspendu, selon nos informations. Jeudi, l'ingénieur Michel Virlogeux, qui a conçu l'impressionnant viaduc de Millau, en France, déclarait à l'émission de Marie-France Bazzo, sur les ondes de Radio-Canada, qu'il travaillait à ce projet de pont payant avec ses «amis» de la firme d'ingénieurs CIMA.

Le pont devrait avoir une jetée de 1,2 kilomètre alors que l'autoroute payante, qui aura trois voies dans chaque sens, aura une longueur totale de 7,2 kilomètres. Le projet fait saliver les entrepreneurs lavallois et de la région d'Anjou, très proches des milieux libéraux. Plusieurs familles libérales, dont certaines grandes figures bien connues de la communauté italienne, ont acheté depuis des années d'immenses terrains à Laval dans l'espoir de voir exploser leur valeur avec la construction d'un pont. En plus de ces spéculateurs, quelques grandes firmes d'ingénierie rêvent de mettre la main sur ce premier PPP d'importance, ce qui exerce au total une énorme pression sur le gouvernement Charest, bien décidé à ne pas contre-carrer ces alliés électoraux qui lui ont permis de mettre en selle cinq députés à Laval notamment.

Plusieurs enjeux de premier plan se greffent sur ce projet qui pourrait menacer entre autres le ruisseau et la coulée de Montigny, un des derniers milieux aquatiques naturels de l'île de Montréal. La construction de ce pont va provoquer un énorme développement résidentiel du côté lavallois, ce qui va imposer au Trésor une imposante facture en services publics de toute sorte et vider davantage la métropole. Cette intensification de l'étalement urbain, qui suscitera une hausse sensible du bilan énergétique de la région métropolitaine, est d'ailleurs confirmée sur le site Internet du ministère des Transports, où on peut lire qu'«en l'absence de mesures restrictives d'aménagement du territoire, [ce projet] provoque un développement urbain accéléré du secteur est de l'île de Laval.»

Une source au ministère des Transports a indiqué qu'en faisant un PPP de ce projet, il est évident que le pont n'accueillera pas une voie pour un éventuel train léger et rapide, voire pour une piste cyclable. «Les partenaires privés vont vouloir une rentabilité immédiate et une voie non payante n'a aucun sens ici», a en substance expliqué cette source. La construction d'un éventuel pont pour desservir cette région avec un train léger et rapide coûtera donc deux fois plus cher, ce qui met fin à ce débat pour une ou deux générations!

Du côté du Conseil régional de l'environnement de Montréal, le président Robert Perreault a promis hier de mener une «bataille rangée» contre ce projet de prolongement de l'autoroute 25 et la construction d'un pont vers Laval. À ses dires, de telles infrastructures amèneraient environ 140 000 voitures supplémentaires par jour au centre-ville. «Il faudrait alors oublier les objectifs de la lutte contre les gaz à effet de serre et les efforts de développement des transports en commun dans la région», a ajouté M. Perreault.

Selon lui, le prolongement de l'autoroute 25 vers le nord aura aussi pour effet de forcer la construction d'une autoroute en tranchée sur la rue Notre-Dame plutôt qu'un boulevard urbain, ce que l'administration Tremblay a, à ce jour, toujours rejeté.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

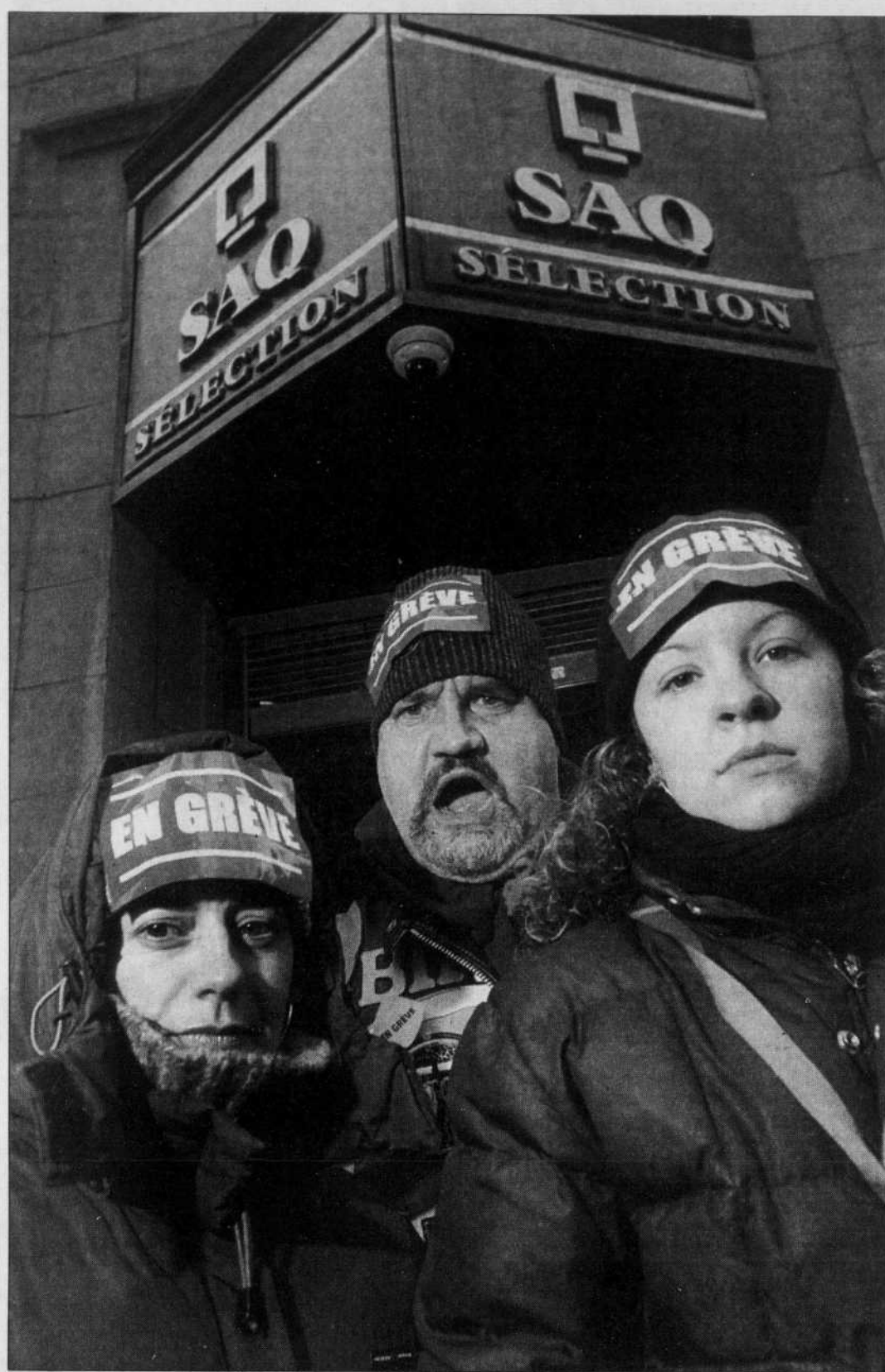
Comment nous joindre?

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec World, St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.



Le syndicat des employés de la SAQ réunira ses membres demain à Laval afin que ceux-ci puissent se «prononcer sur une recommandation de leur conseil général».

SAQ

SUITE DE LA PAGE 1

en page B 1), qui affiche la plus forte performance. Celle-ci est graduellement passée de 276 % des objectifs à 473 % au fil des semaines de décembre.

Quant aux supermarchés et aux dépanneurs, ils ont terminé le mois à 163 % après avoir atteint un pic de 400 % à la deuxième semaine. Au cours du seul mois de décembre, les ventes dans le réseau d'alimentation se seraient chiffrées à 60 millions de dollars, comparativement à 100 millions pour les succursales toujours ouvertes et gérées par les cadres.

Le SEMB, dont les membres sont en grève depuis le 19 novembre, a déjà affirmé que le conflit serait peut-être déjà réglé si la population s'était rabattue sur la grève ou avait carrément cessé d'acheter des vins et spiritueux. Lorsque la SAQ avait affirmé, à la mi-décembre, que l'ensemble de ses activités atteignaient 84 % des objectifs au cours d'une semaine donnée, le SEMB s'était permis d'en douter.

Les données internes permettent également de constater qu'en Outaouais, où la population de Gatineau n'a qu'à traverser un pont pour s'approvisionner dans une succursale du Liquor Control Board of Ontario, le «réseau succursales» (sic) ne carburait en décembre qu'à 20 % des objectifs. Au centre-ville de Montréal, ce pourcentage grimpe à 53 % alors que, pour Laval et la Rive-Nord, il se chiffre à 69 %.

Mais ce ne sont là que les revenus. En effet, pour savoir si la SAQ est rentable ou non depuis le début de la grève, il faudrait établir combien elle économise en salaires non versés aux grévistes et combien elle paie ses cadres. Cette tâche, du moins pour l'instant, est impossible.

Selon le rapport annuel de la société d'État, toutefois, les salaires et avantages sociaux pour la totalité de sa main-d'œuvre pour l'année fiscale 2003-04 s'élevaient à 265 millions, soit un peu plus que les revenus perdus de 220 millions si, pendant toute l'année 2003-04, elle avait fonctionné à 92 % des objectifs.

«Tous les coûts ne sont pas encore évalués», a dit la porte-parole de la SAQ, Linda Bouchard. «Mais nous

ne pouvons pas déduire que la situation actuelle nous génère automatiquement des économies.»

Il a été impossible hier soir de joindre le président du SEMB, Martin Charron.

Réunion syndicale demain

Après les rumeurs rapportées cette semaine voulant que le SEMB, un syndicat indépendant, lorgne du côté de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) pour s'y affilier, le SEMB réunira ses membres demain à Laval afin que ceux-ci puissent se «prononcer sur une recommandation de leur conseil général». Le bref communiqué du syndicat ne mentionne rien des récentes informations, se limitant à préciser que «le comité exécutif fera le point sur l'état de la situation».

Entre-temps, certains employés auraient créé une pétition en faveur d'une ouverture auprès du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP). Selon le bureau des communications du SCFP, des syndiqués de la SAQ à Québec et sur la Rive-Sud ont fait lever des piquets de grève hier afin de récolter des signatures. En quelques heures, au moins 300 signatures auraient été enregistrées.

Le syndicat a récemment affirmé qu'il devait réévaluer sa situation financière afin de la «consolider», reconnaissant que certains syndiqués, après deux mois de grève, pourraient éprouver quelques difficultés financières.

Le SEMB et la SAQ n'ont pas négocié depuis le blitz du week-end des 18 et 19 décembre et attendent toujours la convocation des conciliateurs du ministère du Travail pour retourner à la table des pourparlers.

Rappelons que le conflit ne porte pas sur les salaires mais principalement sur le sort des employés à temps partiel, qui représentent 70 % du syndicat. Ceux-ci peuvent actuellement se promener dans de petits groupes de succursales pour accumuler des heures de travail, chose que la SAQ voudrait abolir dans les centres urbains.

Le Devoir

Le lieutenant-général Rick Hillier devient chef d'état-major de la Défense

Ottawa — Les États non viables et en chute, qui deviennent des foyers du terrorisme, constituent désormais la vraie menace contre les intérêts canadiens, estime le nouveau chef d'état-major de la Défense nationale, le lieutenant-général Rick Hillier.

M. Hillier, qui a dirigé la mission canadienne en Afghanistan, l'an dernier, a été nommé officiellement à son nouveau poste hier à Ottawa. Ce militaire de 49 ans, originaire de Terre-Neuve, entrera en fonction le 4 février. Sa nomination s'accompagne d'une promotion au grade de général. M. Hillier succédera au général Ray Henault, qui quitte la fonction de chef d'état-major de la Défense pour occuper le poste militaire supérieur de l'OTAN en tant que président du comité militaire de cette organisation, à Bruxelles.

Le lieutenant-général Hillier a rencontré hier le premier ministre Paul Martin, qui a dit estimer que le nouveau chef d'état-major est l'exemple même de ce que les Canadiens recherchent chez leurs soldats.

«Il possède une grande expérience, il a une vision

globale qui, je le crois, fera vibrer une corde parmi les Canadiens et, de toute évidence, au sein des Forces [armées canadiennes]», a-t-il déclaré.

Par le passé, M. Hillier s'est fait l'ardent défenseur des intérêts de l'armée face à la marine et à l'aviation. À titre de chef d'état-major, il entend diriger un effort d'ensemble et non pas une équipe dont les différents éléments tentent de travailler de façon indépendante, a-t-il affirmé.

M. Hillier n'a pas donné de précisions sur la façon dont il entend procéder, faisant remarquer qu'il n'entre pas en fonction avant trois semaines. Il s'est cependant dit prêt à renoncer à certains moyens s'il ne peut pas se les permettre. L'instabilité constitue la grande menace actuelle et celle des années à venir, a-t-il par ailleurs estimé. «Il me semble que les vrais menaces extérieures auxquelles fait face le Canada sont issues de l'instabilité globale en général, et en particulier de celle des États non viables et en chute», a déclaré M. Hillier.

Presse canadienne

TONNANCOUR

«Même en faisant une peinture figurative, je me percevais comme un peintre abstrait»

SUITE DE LA PAGE 1

convolaient il y a quelques années, avec sa compagne, après des décennies de vie commune...

L'humain, très humain, derrière ces traces et ces souvenirs est décédé jeudi dans sa résidence mont-réalaie. Il venait de fêter ses 88 ans (le 3 janvier) et souffrait d'un cancer depuis plusieurs années.

Descendant d'une famille de la petite noblesse canadienne-française, Jacques Godefroy de Tonnancour naît à Montréal en 1917. Très tôt passionné d'entomologie, le jeune collectionneur de «bibliques» choisit d'entrer à l'École des beaux-arts de Montréal en 1937, histoire d'apprendre à traiter sur des bestioles. Il quitte l'établissement deux ans plus tard, découragé par son conformisme étouffant.

Il appartient tout de même à cette génération d'artistes québécois formée autour de la Seconde Guerre mondiale alors que le système des beaux-arts commence à prendre forme au pays, avec l'ouverture de galeries d'art moderne, l'apparition de revues et de maisons d'édition spécialisées, le développement de la critique, etc. C'est le début d'un temps nouveau opposé à l'art traditionnel ou académique que le mouvement automatiste, dirigé par le peintre Paul Émile Borduas, va finir par symboliser dans l'histoire de la photographie et la mémoire collective. «Fini la tuque et le goupillon!», lance le mytique manifeste *Refus global*. «Place à la magie, place à la folie!»

Jacques de Tonnancour incarne une autre tendance de ce qu'on appelle alors «l'art neuf» ou encore «l'art vivant», celle rattachée au court manifeste concurrent intitulé *Prismes d'yeux*, dont il est d'ailleurs l'auteur. Publié lui aussi en 1948, sous la tutelle d'un autre géant, Alfred Pellan, le texte défend une perspective esthétique pluraliste, ouverte et antidogmatique. Dès l'incipit, les signataires, dont Albert Dumouchel, Léon Bellefleur et Mimi Parent, annoncent un «mouvement de mouvements, diversifiés par la vie même».

Au contraire, le pape Borduas et ses vassaux leur apparaissent aussi bornés qu'intolérants. «L'expérience picturale de chacun, c'est notre profond désir, doit appartenir à la vie et par conséquent devenir inhérente à toute expérience vitale dont elle sera la projection, dit encore *Prismes d'yeux*. Comment peut-elle autrement atteindre au titre d'universelle?»

Les premières toiles du jeune Tonnancour, des paysages, s'arriment plutôt dans une tradition régionale ou nationale, sous l'influence du Groupe des Sept et de Goodridge Roberts. Après un voyage d'artiste au Brésil (1945-46), sa mécanique expressive, produisant des natures mortes et des portraits, changera de modèle en se tournant vers l'empereur Picasso. Le poids croissant du monumental mentor finira même par étouffer son admirateur au point qu'il arrêtera pratiquement de peindre. Le passage à vide durera de 1950 à 1954.

Farouchement indépendant, détestant l'embranchement esthétique, Tonnancour va lentement trouver et affirmer son style personnel. Il renoue avec le paysage et produit ses œuvres les plus connues dans les Laurentides au cours des années 1960. Ses toiles, épurées et simplifiées, flirtent alors avec l'abstraction. Elles y entrent franchement avec les productions subséquentes, de plus en plus graphiques, expérimentant le collage et la combinaison d'objets trouvés. «Même en faisant une peinture figurative, je me percevais comme un peintre abstrait», expliquera-t-il beaucoup plus tard.

On lui doit également plusieurs œuvres intégrées à l'architecture que l'on peut voir au Planétarium, à l'Université de Montréal ainsi qu'à la station de métro Saint-Henri. Pour une de ses toutes dernières commandes, il compose même le décor des cabines d'ascenseurs de l'édifice la Laurentienne à Montréal.

Son ouverture d'esprit et sa générosité ecclésiastique le prédisposent aussi à devenir un pédagogue très apprécié, d'abord à l'École des beaux-arts de Montréal puis à l'UQAM. Le professeur Tonnancour a la réputation de stimuler la recherche de cette «expérience vitale» de chacun. Les universités Concordia et McGill lui décerneront un doctorat *honoris causa*, l'une en 1986 et l'autre en 1990. L'UQAM marque sa retraite de l'enseignement par une exposition rétrospective de ses œuvres en 1985 et lui décerne un titre honorifique en 1990.

Le professeur *emeritus* n'aime pas pour autant les palabres intellectuelles entourant le monde des créateurs. «Les discours sur l'art ont pris les artistes en main et leur disent ce qu'ils doivent faire», déclarait-il il y a une dizaine d'années. Pourtant, comme disait le peintre américain Barnett Newman, «l'esthétique est aux artistes ce que l'ornithologie est aux oiseaux». Les oiseaux n'attendent pas les ornithologues pour savoir quoi et quand répondre!»

La leçon vaut aussi pour le rapport des entomologistes aux insectes. Seulement, Tonnancour demeure lui-même une drôle de bestiole dans ce domaine. En 1981, l'artiste annonce qu'il cesse de peindre. Il fait de nombreux voyages dans les Tropiques — il ira trente fois en Amazonie — et se convertit en photographe de nature et particulièrement des insectes. Il tiendra d'ailleurs toujours à se présenter comme un esthète plutôt que comme un savant des archipètes, rhynchotes et autres thysanoures.

La Chicago Academy of Sciences monte une exposition de ses clichés sous le titre *Jungle Surprises* en 1987, un travail repris au musée Marsil de Saint-Lambert. L'Insectarium de Montréal expose d'autres œuvres naturalistes quelques années plus tard. *Les Insectes, monstres ou splendeur cachés?*, un grand album illustré, paraît en 2002 chez Hurtubise HMH.

Avant de mourir, l'infatigable amoureux de la gent des arbres et des pelouses avait eu le temps de mettre la touche finale au manuscrit, en anglais, d'un nouvel album, traitant cette fois des insectes des Amériques. Le bel ouvrage intéresse les presses de l'université Oxford.

Jacques de Tonnancour laisse dans le deuil trois enfants (Pierre, Luc et Christiane) de même que sa compagne, Joan Esar, qu'il avait épousée il y a quelques années, après trois décennies de vie commune. Le service funéraire sera célébré mardi prochain en l'église Saint-Viateur, dans sa ville natale, en deuil d'un formidable artiste entomologiste.

Le Devoir